



Consultation *L'École que nous voulons* **Comptes-rendus des rencontres du printemps 2024**

1. Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) (B.G)	p.2
2. Groupe de directeurs et d'enseignants (J. B.)	p.3
3. Diapason jeunesse, Laval	p.4
4. Syndicat cégep Ahuntsic	p.6
5. Regroupement organismes québécois en lutte contre le décrochage (ROQLD)	p.11
6. Comité région de l'Estrie (J. T. et M. F.)	p.12
7. Groupe de jeunes à Limoilou (M. P.)	p.15
8. Syndicat enseignants cégep de Lévis	p.16
9. Comité de la région de Québec	p.19
10. Comité de la région Bas-Saint-Laurent	p.21
11. Comité région de Montréal (B. D.)	p.34
12. Syndicat enseignants cégep Lionel Groulx (P.-A. B et V. G.-C.)	p.35
13. Comité région de la Mauricie (J.-Y. B et G. S-M)	p.37
14. Comité région de Laval (F. R.)	p.39
15. Comité région Laurentides (D. L.)	p.43
16. Comité région de Lanaudière (F.T.)	p.52
17. Comité région Chaudière-Appalaches	p.53
18. Ass. des personnes retraitées de la FAE	p. 60

1 . Rencontre du comité éducation du Conseil central de Montréal métropolitain 28 mars 2024

10 personnes ont assisté à la rencontre.

Première priorité : Augmenter de manière significative les personnels qui dispensent des services d'aide aux élèves.

Le manque actuel de TES, (une centaine de postes non comblés au CSS Montréal) de psychologues, etc. fait en sorte que les enfants ayant des difficultés manquent d'accompagnement, ce qui augmente de beaucoup la tâche des enseignants qui se voient contraints à négliger les autres enfants.

La situation actuelle :

- fausse les débats sur les mérites de l'inclusion/intégration; l'idée est en soi intéressante, mais si les services ne sont pas à la hauteur, c'est difficile de réfléchir sereinement à ce que cela pourrait être. Des services à la hauteur des besoins assainiraient les réflexions sur l'intégration.
- induit une perversion des critères de classement des élèves (on les trafique pour pouvoir s'adapter au manque de ressources)
- Contribue à dévaloriser le travail des personnes qui soutiennent l'enseignement, notamment en brouillant les frontières de fonctions, ce qui nuit aussi à la cohérence des équipes-école;
- est en contradiction avec la réalité : les cas lourds augmentent et les ressources diminuent;

Deuxième priorité : Éradiquer la concurrence entre les écoles.

Il faut absolument en finir avec l'école à 3 vitesses, c'est malsain pour toutes les raisons évoquées dans la synthèse.

Il faut donc :

- Abolir le financement de l'école privée;
- Mieux mailler les écoles avec leur quartier, l'école doit être un milieu de vie et un lieu d'intégration sociale.
- Les infrastructures physiques d'une école doivent servir dans le quartier (elles sont actuellement sous-utilisées) et les ressources du quartier servir à l'école.

Autres sujets abordés, mais pas priorisés : l'état des bâtisses, le nombre d'élèves dans les classes, l'omerta actuelle, l'adéquation des services d'accueil des immigrants et la réalité de leur nombre.

2. Groupe de directeurs d'école et d'enseignants (Jean Bernatchez)

Le 17 mars 2024 dans les locaux de l'Université du Québec à Rimouski (campus de Lévis), une discussion a été organisée autour du contenu du document de synthèse des propos tenus lors des forums citoyens *Parlons éducation* (novembre 2023).

Étaient réunis un directeur adjoint d'un centre de formation professionnelle, une enseignante d'une école privée, une direction adjointe d'établissement, une enseignante d'anglais langue seconde et un professeur d'université.

Les personnes participantes étaient plutôt d'accord avec les propos tenus dans le cadre de ces forums. En outre, la proposition de cesser le financement public de l'école privée ne fait pas l'unanimité, principalement parce l'école publique n'est pas en mesure, sur le plan technique, d'accueillir tous les élèves de l'école privée.

Les chantiers de changement suivants ont été priorisés par les personnes participantes:

- 1) décroisonner les matières scolaires;
- 2) rendre l'école plus équitable;
- 3) mieux accueillir les populations d'élèves nouvellement arrivées au Québec;
- 4) améliorer les conditions d'exercice de la profession enseignante;
- 5) évaluer les impacts des réformes de la gouvernance scolaire (2020 et 2023) sur l'état de la démocratie scolaire.

3. Groupe Diapason jeunesse à Laval

10 personnes (14 à 17 ans) ont assisté à la rencontre,

Priorité 1 : Problème relié à une mission davantage axée sur les besoins utilitaires :

Solution(s) : Remplacer les cours à option par :

Des cours de mécanique, de travail manuel, un ateliers de jardinage, un cours de survie des ateliers d'entrepreneuriat des cours sur le fonctionnement des cartes de crédit, des marges de crédit et des prêts, des cours sur le fonctionnement d'un bail et du fonctionnement de la poste, des cours sur le fonctionnement du renouvellement d'un permis de conduire, de carte d'assurance maladie et d'un passeport des cours sur le fonctionnement d'une assurance vie, hypothécaire et automobile, des cours sur la bourse et les placements, des cours sur la communication, sur les différents troubles de santé mentales, sur la centration/dimension affective, physique, intellectuelle et social, sur développement personnel, sur les dangers de l'utilisation des réseaux sociaux et de la désinformation des influenceurs.

Priorité 2 : Problème relié aux difficultés des enseignants à créer des relations de qualité avec leurs élèves

Solution(s) :

- Diminuer la tolérance des enseignants vis-à-vis les élèves ayant un comportement perturbateur qui empêche l'apprentissage des autres
- Que les enseignants prennent en considération les situations de vie des élèves (violence conjugale, abus psychologique, condition médicale, anxiété, etc.)
- Laisser une 2^e chance lors d'un échec d'examen
- Ne pas laisser les élèves se faire manquer de respect pendant les périodes de classe et les soutenir
- Laisser la possibilité à tous de cours de rattrapage, et ce, même aux élèves en haut de 80%
- Faire le transfert d'élève du régulier à enrichi en cours d'année plutôt que d'attendre à l'année suivante et d'amener l'élève à se démotiver
- Valoriser davantage la participation des élèves en classe
- Écouter et respecter l'opinion des élèves
- Avoir un discours soutenant auprès des élèves
- Encourager/aider les élèves lorsqu'ils vivent des moments difficiles
- Préconiser un mode d'enseignement socioconstructivisme plutôt que magistral
- Faire les attentes des élèves au début de l'année et de les respecter
- Faire du sport avec les élèves sur les heures du midi
- Prendre des ententes formelles avec les élèves plutôt que de les dénoncer à leurs parents

Priorité 3 : Problème relié à la liberté académique :

Solution(s) :

- Offrir des rémunérations permanentes aux enseignants qui font de la récupération

- Laisser le droit aux enseignants d'imposer de la récupération obligatoire
- Offrir la possibilité aux enseignants d'offrir de la récupération avant une journée d'examen
- Offrir la possibilité aux enseignants de faire venir des conférenciers en classe
- Offrir la possibilité aux enseignants de partager leur vécu avec les élèves
- Offrir la possibilité aux enseignants d'aller enseigner au parc
- Offrir la possibilité aux enseignants d'avoir du soutien à la correction fait par les élèves
- Offrir la possibilité aux enseignants de corriger les examens en classe avec les élèves
- Offrir la possibilité aux enseignants d'enseigner la matière de façon moins protocolaire et plus humaniste
- Offrir la possibilité aux enseignants d'évaluer les capacités orales d'un élève enclin à des problèmes d'anxiété par visioconférence
- Offrir la possibilité aux enseignants de se moderniser et d'offrir des périodes de récupération par visioconférence pour des questions urgentes
- Offrir la possibilité aux enseignants d'enseigner en plus petit groupe quelques fois par mois
- Offrir la possibilité aux enseignants de favoriser les activités d'apprentissages vs la théorie

4. Syndicat des professeurs, cégep Ahuntsic

Synthèse des deux ateliers *L'école que nous voulons*

Le 30 mai 2024, le Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECA) a tenu une journée de réflexion syndicale (voir cahier de participation). Vous trouverez ici les comptes-rendus des deux ateliers qui se sont tenus, à la suite des conférences d'ouverture, dont l'une de Maude Roy-Vallières qui portait précisément sur les inégalités dans le système scolaire.

Voici la page concernant l'atelier *L'école que nous voulons* que l'on retrouve à la page 10 du *Cahier de participation* :

Depuis quelques années déjà, des changements sont observés au sein de notre population étudiante : niveau académique plus faible, difficultés importantes en lecture et écriture, augmentation des étudiant-e-s en situation de handicap, précarité financière, etc. Certains cégeps de Montréal comme Ahuntsic, Rosemont et Marie-Victorin ont une plus grande concentration d'étudiant-e-s ayant eu une faible moyenne générale au secondaire. Le système d'éducation actuel ne favorise pas la mixité, bien au contraire, et il est déplorable qu'il soit [de plus en plus inégalitaire](#). La conférence de Maude Roy-Vallières, l'une des autrices du [Bulletin de l'égalité des chances en éducation](#), nous permettra d'avoir un portrait des inégalités constatées dans le système d'éducation actuel, tant au secondaire qu'au collégial.

Devant ce système d'éducation inégalitaire, des groupes citoyens s'organisent pour défendre et valoriser le système d'éducation public. Au printemps 2023, une vaste consultation citoyenne a eu lieu dans le cadre de 20 forums tenus un peu partout au Québec. Cette consultation était organisée par la coalition Parlons éducation qui regroupe les quatre organisations suivantes : [Debout pour l'école](#), [Je protège mon école publique](#), [École ensemble](#) et [Mouvement pour une école moderne et ouverte](#). Une [synthèse](#) de ces forums citoyens a ensuite été rédigée.

Ce printemps, Debout pour l'école invite toutes les personnes qui se sentent interpellées par la situation actuelle en éducation à participer à la démarche de consultation *L'école que nous voulons* » avec pour objectif d'apporter des changements au système d'éducation québécois. Il nous a semblé qu'il s'agissait d'une occasion à saisir, et que l'on pourrait profiter de la Journée de réflexion syndicale pour en discuter ensemble.

L'objectif de la consultation est de recueillir des propositions concrètes de revendications de différents groupes citoyens. Ces propositions seront examinées par le collectif Debout pour l'école qui va ensuite rédiger un texte qui pourrait ressembler à un Livre blanc citoyen sur l'avenir de l'école québécoise (titre provisoire) soumis ensuite à une vaste consultation.

Voici quelques questions qui devraient aider à dégager quelques pistes de solutions concrètes :

- Quels sont les principaux problèmes observés dans les salles de classe au collégial ?
- Quelles seraient les solutions que l'on pourrait y apporter ?

- Comment les inégalités sociales affectent-elles notre enseignement ?
- Que devrait-on faire en premier lieu pour améliorer le système scolaire québécois ?
- Quels sont les changements les plus importants qui devraient être apportés à notre système scolaire pour qu'il soit plus égalitaire ?
- Une mobilisation intersyndicale en faveur d'un système scolaire plus égalitaire est-elle envisageable ? De quelle manière pouvons-nous contribuer au mouvement ?

Atelier 1

1. Quels sont les principaux problèmes observés dans les salles de classe au collégial ?

- Absences de certain·e·s de nos étudiant·e·s qui s'expliquent pour des raisons qui sont liées à leur milieu socio-économique : temps de transport (habitent loin, beaucoup le cas en technique), proche-aidant·e, etc. Bref, absentéisme qui ne dépend pas d'eux, charge de vie externe importante. Affecte conséquemment l'implication en classe.
- En mathématiques, on constate un bagage très faible. Il faut faire mise à niveau du secondaire, il y a du contenu qui n'a pas été vu ou trop peu (algèbre par exemple). Difficile de bâtir la confiance en eux, alors qu'ils et elles ont toutefois les capacités pour apprendre de nouvelles notions, quand on leur parle, ils sont intelligents, mais ont des lacunes importantes par rapport à ce qu'ils devraient savoir.
- Ont peu de compétence pour organiser leur temps, entrevoir les choses à venir, etc. Pour avoir été moi-même prof au secondaire récemment, le secondaire ne les aide pas à bien s'organiser. La marche est haute à l'arrivée au collégial, développement de cette compétence arrive trop tardivement dans leur cheminement. Du côté du secondaire privé, les élèves sont surprotégés avec un suivi serré, par souci de clientélisme.
- Au cégep Marie-Victorin (Montréal-Nord), toutes nos écoles sont cotées 10 sur l'échelle de défavorisation. 90% de la population étudiante travaille. Étude auprès des étudiant·e·s d'origine immigrante, une bonne partie de leur salaire est envoyée à l'étranger. Contribuent également à la maison. Réalité culturelle ou sociale avec pression économique importante. La courbe de distribution normale n'existe plus, chameau. Les étudiants les plus forts ont tendance à quitter notre institution. Certain arrivent avec une forte conscience de stigmatisation.
- Je n'ai plus de moyenne représentative, courbe à deux pics. Difficile de trouver un niveau d'enseignement adéquat : si on vise le centre, on manque les deux groupes.
- J'intègre de plus en plus de contenu méthodologique. Difficile dans ce contexte de ne pas perdre ceux et celles qui savent, parce que ça été appris au secondaire contrairement aux autres, la disparité rend l'enseignement plus difficile. Il est difficile d'enseigner quand la gestion de classe prend toute la place (particulièrement au secondaire). Au fil du temps, mes attentes ont diminué. Cette session, j'ai un groupe fort (ou moins faible), ça été tellement facile. Les contextes difficiles finissent par jouer sur notre propre motivation.
- À l'université, beaucoup de problématiques semblables, notamment avec les futur·e·s enseignant·e·s. Faibles ou forts, pas de milieu.
- Même le président de la Fédération des cégeps admet que l'on voit l'impact de l'école à trois vitesses maintenant au collégial.

2. Quelles seraient les solutions que l'on pourrait apporter?

- L'hétérogénéité des classes serait bénéfique pour l'arrivée au collégial car ils sont séparés au primaire et secondaire, puis regroupés ensuite au collégial.
- La réforme de l'éducation n'a jamais été menée au bout. Faire du privé du vrai privé. Il faut aller régler la racine du problème. *École ensemble* a une proposition intéressante pour intégrer l'école privée.
- J'ai des solutions individuelles, accommodements. Demande de connaître les situations, il faut créer des liens de confiance. Cahier de suivi pour tout ceci. Gestion énorme.
- Notre cégep est défavorisé face à la cote R, déplorable qu'il n'y ait pas de vision réseau. Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, ne reconnaît même pas que l'éducation à 3 vitesses est un problème. Aller au bout et cesser le financement au privé.
- Je leur dis de communiquer leur réalité pour que je puisse les aider. Les services ne sont pas toujours faciles à atteindre. Il faut voir collectivement ce que l'on peut faire. Un étudiant ou étudiante en situation de handicap (EESH) qui provient d'un milieu défavorisé n'aura pas son diagnostic donnant accès à des ressources d'accompagnement.
- Il faut accepter qu'il y a une faiblesse à l'école, valoriser l'éducation pour l'éducation et non seulement en termes de taux de réussite et de diplomation. Il faut solidifier tous les paliers. Pour cela, il faut valoriser l'éducation.
- De plus en plus de moyens d'accommodement sont nécessaires et il y en a encore pour qui on ne connaît pas la situation. Mais impossible pour tous les étudiants. Plusieurs ne peuvent aller chercher de l'aide à l'extérieur.
- Nombre d'inscriptions (par exemple en Arts lettres et communication) chute car il n'y a pas un chemin direct vers l'emploi. L'éducation qui ne mène pas à l'emploi n'est pas valorisée.
- Fondamentalement, revaloriser l'éducation pour elle-même. L'idée de réussite opposée à l'échec est insensée.
- Les lieux d'apprentissage sont importants aussi, il faudrait les revaloriser. Par exemple à Sophie-Barat, des travaux à l'école ont été effectués et ce sont les élèves du programme Défi (programme enrichi et sélectif) qui n'ont pas eu à se déplacer, et ce sont les élèves de l'école de quartier qui ont été reflés dans de vieux locaux. Quel message ont-ils envoyé aux jeunes?
- Il faut une reconceptualisation du temps. Quand on repense au primaire, il y a eu de plus en plus d'ajouts qui se poussent aux années suivantes si pas acquis. Rythme difficile à suivre. Dans nos cours, on doit aussi reconsidérer le temps. Revoir comment le temps est utilisé dans nos classes.
- La vie des étudiants est de plus en plus compliquée. Cheminement plus long (4 ans par exemple pour une technique), peut être une solution. Parler de gestion du temps, d'organisation dans les cours de première session. L'engagement scolaire, avoir le goût d'être investis.
- La finalité de l'éducation, enseigner pour la réussite enlève de la légitimité de ce que le prof enseigne. La profession enseignante est peu valorisée.
- Session de 8 cours par semaine est très difficile à comprendre. Il n'y a pas le temps d'apprendre à apprendre. On a des ressources de qualité, travail en vase clos, stratégies qui sont appliquées de façon individuelle, il faudrait se séparer cela pour éviter redondance ou oubli de ceci.

- Il faut revaloriser la notion d'erreur. La réussite est plurielle (c'est d'ailleurs écrit dans le Plan de réussite du Collège). Aussi, suggérer à une personne étudiante d'aller dans un autre programme, ça peut l'aider. Mais il faut parfois que l'étudiant constate par lui-même. Erreur fait partie de l'apprentissage.
- Formation dépendante de l'approche programme, plus simple dans les techniques peut-être, mais la seule manière de s'assurer des acquisitions, c'est que ce soit intégré dans un cours, il ne faut pas que ce soit optionnel (ex. pour la méthodologie).
- Démocratisation de l'éducation, oui, mais peut amener des étudiants à ne pas être à la bonne place.
- Arrivent peu orientés car éducation de masse. Sont peu au fait de leurs forces et faiblesses. L'élève doit être mis au centre de sa réussite.
- Réussite éducative (plutôt que statistique) doit être revalorisée.
- Il faut y aller avec l'intérêt de l'étudiant, mais notre système scolaire met l'accent sur les disciplines de base maths, français, il y a des examens du ministère. Les disciplines alternatives sont peu explorées.
- Il faudrait qu'il soit possible de retourner faire mise à niveau même si déjà réussi ses cours au secondaire, ce serait la meilleure solution pour plusieurs d'entre eux, mais ce n'est pas possible s'ils ont réussi le cours. Résultat des courses : cours hybride de calcul différentiel / mise en niveau : perte dans les apprentissages.
- Cela (Ci-haut) touche encore le manque de reconnaissance de l'avis pédagogique des profs.
- Idée : À l'entrée de chaque local des chargeurs de téléphones pour les y brancher, comme cela, ils ne les ont pas en main durant ce temps.

3. Une mobilisation intersyndicale est-elle envisageable?

- Travailler avec les techniciens en travaux pratiques (TTP), les professionnels, etc. On a besoin de partager de l'information en département et avec autres collègues afin de répondre aux besoins des étudiants.
- Manif avec CPE primaire secondaire collégial université tous ensemble. S'adjoindre les asso étudiantes.
- Illustrer que ce n'est pas juste pour les conditions de travail : étudiants, parents aussi.
- Aller au-delà des centrales syndicales. FAE est allé en GGI avec une intention de changer le système. Demander des états généraux sur l'éducation.

Atelier 2

1. Quels sont les principaux problèmes observés dans les salles de classe au collégial?

- Des classes hétérogènes, avec des étudiants très faibles, notamment au niveau de la lecture et de l'écriture. Il y a clairement des analphabètes fonctionnels dans nos classes.
- Une capacité d'attention réduite
- Manque de motivation / d'engagement
- Une certaine passivité
- Moins disponibles pour les études, moins de temps à consacrer à leurs projets et travaux.
- Manque de maturité – ne donnent rien mais exigent beaucoup, critiquent leurs notes

- Ne savent pas bien gérer leur temps / s'organiser
- Beaucoup d'enjeux personnels, notamment au niveau financier ou de santé mentale. Tristesse, isolement, anxiété. Lié au futur incertain? (crise du logement, environnement)

On remarque que plusieurs de ces problèmes sont directement liés aux inégalités sociales et à l'école à 3 vitesses. On souligne que la mixité donne des résultats positifs dans nos classes, ce qui milite contre la ségrégation scolaire actuelle.

3. Les inégalités affectent notre enseignement, car en milieu défavorisé, on doit passer beaucoup plus de temps à soutenir, encadrer, corriger, en plus de traiter toutes sortes de cas particuliers, qui dépassent l'enseignement (violences familiales, idées suicidaires, etc).

2. Quelles seraient les solutions que l'on pourrait y apporter?

Avoir de plus petits groupes, ce qui permettrait un meilleur accueil, un meilleur encadrement, et de passer du temps un à un avec nos étudiants.

Avoir plus de temps, notamment pour leur montrer la métho et l'organisation.

Avoir plus de ressources / mieux les faire connaître. On salue le modèle du Bureau des étudiant·es de première année (BÉPA), dont la porte est toujours ouverte. Ce genre d'accueil sans RV et facile à trouver devrait être généralisé et offert à tous les étudiants.

4 et 5. Comment améliorer le système scolaire québécois? Quels changements pour le rendre plus égalitaire?

Pour combattre le système à 3 vitesses et les inégalités, on pourrait par exemple proposer des programmes particuliers à tous les élèves des écoles publiques (au secondaire) et offrir la vraie gratuité scolaire, incluant les livres et manuels (au cégep).

On mentionne aussi le financement des écoles privées, qui pourrait être aboli.

Au primaire et au secondaire, favoriser la mixité, mais en y mettant les ressources et services nécessaires (pour vrai).

L'école que nous voulons permettrait aux étudiants de comprendre le monde, d'avoir envie de s'y engager et de le transformer.

Ce serait une école où étudiants et profs seraient heureux d'y être, se sentant compétents et utiles.

6. Une mobilisation intersyndicale devrait rallier tous les niveaux de la chaîne d'éducation, du CPE à l'Université. Il devrait être question d'améliorer le système d'éducation (mettre ça de l'avant, plutôt que nos conditions de travail). Il faudrait mettre de l'avant que l'argent mis dans le système scolaire est un investissement et non une dépense. C'est de la prévention. Comme à plusieurs niveaux, ne rien faire et laisser les gens en marge finit par coûter beaucoup plus cher à la société.

5. Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage



2024-05-07_Rencontre de consultation sur les priorités *L'école que nous voulons*

Les délais imposés par la démarche de priorisation n'ont pas permis une réelle appropriation de la synthèse de *Parlons éducation* et une consultation satisfaisante des membres. Afin de s'inscrire dans la démarche actuelle, le 7 mai 2024, le ROCLD a tenu une rencontre de discussion par visioconférence à laquelle 36 personnes directions d'organismes communautaires en lutte au décrochage (membres du ROCLD) ont participé.

Plusieurs membres ont souligné la difficulté (et la non-pertinence) de prioriser entre les thèmes, puisque ceux-ci sont imbriqués et que l'action sur un d'entre eux implique souvent d'agir sur un autre. Par exemple, repenser la mission de l'école pour s'éloigner de la performance (thème no.1) a une incidence sur la capacité de l'école à s'adapter aux jeunes (rythme, parcours, etc.) (thème no.3) et implique de remettre en cause les valeurs sous-jacentes au système scolaire à plusieurs vitesses (thème no.2).

Priorité no.1 : Thème 1. Repenser la mission de l'école d'aujourd'hui et de demain

- Au-delà de redéfinir les trois missions de l'école, c'est davantage la manière dont elles sont déployées aujourd'hui et comment on priorise la performance à tout prix qui pose problème.
- Ce thème apparaît comme le plus fondamental. Il a des imbrications importantes avec les autres thèmes, comme mentionné plus haut.
- On souhaite une école ouverte, qui inclut les parents et qui collabore avec les organismes communautaires de son milieu. Une grande proportion des écoles travaille en silo. Le partage d'information par les intervenant.e.s scolaires est l'un des enjeux qui limite la portée des interventions de chacun.

Priorité no.2 : Thème 2. Construire un système d'éducation équitable pour tous les élèves

- Le système à 3 vitesses (4 vitesses si l'on prend en considération les classes spéciales), n'est pas équitable et a des conséquences sur beaucoup d'aspects de la vie scolaire des jeunes (accès, services, composition des classes, etc.)
- On devrait mettre fin au financement public des écoles privées. Les programmes particuliers sont réservés à une minorité de jeunes. Les programmes particuliers sont réservés à une minorité de jeunes, ce qui est inéquitable. De plus, ces programmes visent à produire une élite sportive, musicale et autres, la très forte performance exigée devient, dans bien des cas, nuisible au cheminement académique de l'élève.

Priorité no.3 : Thème 3. Viser l'inclusion sociale et culturelle pour toutes les populations scolaires

- L'école devrait s'adapter à la diversité des jeunes qui la fréquentent.
- Le manque d'inclusion empêche les jeunes de se sentir à leur place.
- L'enjeu est imbriqué avec celui de la démocratie scolaire, le manque de prise en compte de la parole des jeunes et de participation des jeunes aux prises de décision dans leur milieu.

6 – Rencontre de membres de l’Estrie

Compte rendu de la rencontre régionale de l’Estrie

Tenue le 8 mai 2024 au cégep de Sherbrooke

La rencontre régionale de l’Estrie, tenue le 8 mai 2024 à Sherbrooke, a donné lieu à plusieurs observations très intéressantes et touchant à plusieurs sujets. Le présent compte-rendu s’adresse au comité de rédaction du *Projet de livre blanc citoyen sur l’éducation* et vise à résumer les consensus obtenus sur les priorités, tout en rapportant les autres éléments importants des échanges.

Première priorité : une école de proximité

Il faut davantage de concertation et de collaboration autour et dans l’école : meilleur maillage entre les ministères (MEQ, MASS), meilleure synergie avec les services locaux (CLSC) et organismes du quartier. L’école ne peut pas tout assumer seule. Les parents et même les grands-parents peuvent s’impliquer davantage dans l’école, mais dans le cadre de rôles mieux définis. Il ne s’agit pas de critiquer les enseignantes et enseignants, mais de travailler avec eux¹. Le système scolaire devrait assurer la pérennité des écoles de quartiers.

Cette priorité va de pair avec celle de décentraliser les décisions vers les établissements, tout en soutenant une vision nationale de l’école, qui soit comprise et assumée par les communautés.

Toute la philosophie de l’école devrait se recentrer sur l’enfant, en impliquant l’ensemble des spécialistes (musique, activité physique, etc.) dans cette réflexion pour avoir une vision plus claire de ce qu’on veut que l’école fasse auprès des enfants. Cela pourrait mener à réévaluer le temps que les enfants passent à l’école, à décloisonner les matières et, par exemple, à faire partager l’apprentissage du français par tous.

Deuxième priorité : une inclusion réussie sur la base d’une redéfinition de la classe ordinaire

Il faut redéfinir ce qu’est la classe ordinaire. Le nombre de cas problèmes a considérablement augmenté, il y a maintenant trop de catégories d’élèves, trop de programmes différents, ça alourdit beaucoup la tâche et change la réalité scolaire. S’il faut considérer de diminuer le nombre d’élèves par classe, de disposer de plus de monde à l’intérieur de l’école pour aider les enseignants et d’accorder plus de temps aux équipes-écoles pour pouvoir se concerter, c’est plus fondamentalement dans le cadre d’une redéfinition complète de la classe ordinaire.

L’inclusion, basée sur l’acceptation des différences, est beaucoup plus facile à concrétiser quand on comprend la réalité des gens qui nous entourent. Ce qui implique autant de proposer à tous les élèves des éléments de compréhension sur les différents groupes sociaux ou culturels représentés dans l’école et sa communauté que d’offrir à chaque élève les moyens de répondre adéquatement à ses besoins particuliers. S’il faut, par exemple, soutenir et accompagner les élèves autochtones qui fréquentent le système éducatif québécois, il faut aussi éduquer toute la population aux réalités historiques des Premières Nations et Inuits. C’est d’ailleurs ce qu’a déjà assumé la faculté de l’éducation de l’Université de Sherbrooke, qui a intégré la compétence proposée par les organisations autochtones en éducation « Valoriser et promouvoir les savoirs, la vision du monde, la culture et l’histoire des Autochtones » à son programme en

¹ Plusieurs exemples positifs ont été donnés comme l’engagement à une collaboration annuelle de 10 heures pour les parents, la participation à des activités de quartier ou l’aide aux devoirs.

enseignement, bien qu'elle n'ait pas été retenue au terme de la révision du référentiel des compétences professionnelles de la profession enseignante, en 2020.

Malheureusement, la classe ordinaire manque cruellement de moyens pour dépasser une inclusion strictement formelle des élèves à besoins particuliers et favoriser leur réussite éducative ainsi que leur bien-être. Quand l'enseignante ou l'enseignant se retrouve – comme c'est souvent le cas – à aider au moins le tiers de ses élèves, qui en difficulté, c'est aussi les autres élèves qui en pâtissent. D'où l'importance de redéfinir la classe ordinaire, puisqu'actuellement, ce sont les élèves des classes à projets particuliers qui, majoritairement, réussissent.

Comment alors redéfinir la classe ordinaire? Plusieurs propositions convergentes, complémentaires ou parfois controversées, ont été faites. On a soutenu l'idée que la classe ordinaire offre des projets particuliers non sélectifs et gratuits, ce qui permettrait d'éliminer la distinction qui existe actuellement entre les classes à projets sélectifs particuliers et les classes ordinaires et de mieux équilibrer les effectifs scolaires dans l'ensemble des classes. On a aussi insisté sur un changement de modèle de la classe ordinaire, inspiré de l'école alternative et de la coéducation. On a finalement soutenu que, tout en demeurant un idéal, l'inclusion ne pouvait être universelle avec les structures et les moyens actuels de l'école, et que certains élèves aux prises avec d'importantes difficultés d'apprentissage ou de comportement pourraient mieux évoluer et réussir dans une classe spécialisée.

Troisième priorité : abolir l'école à trois vitesses

On ne peut pas espérer changer les choses sans s'attaquer à ce problème. Soutenir le financement aux établissements privés équivaut à perpétuer la ségrégation scolaire. Dans le même esprit, il faut arrêter de promouvoir les PPP ou le marché scolaire, qui exacerbe une concurrence malsaine entre les écoles. On pourrait le faire tout en cherchant à transposer dans le réseau public les pratiques existant dans le secteur privé qui sont appréciées pour leur valeur et recherchées par les parents. Le concept de mixité scolaire, dans toute sa richesse, devrait être au centre de notre argumentaire.

Quatrième priorité : plus d'autonomie et moins de bureaucratie pour les personnels scolaires

Quand un enfant arrive à l'école, on ne connaît rien de lui. Il faut prioriser le professionnalisme des personnels pour identifier ses besoins. Cette tâche importante est complexifiée par la loi sur la confidentialité qui fait en sorte que les diagnostics ne se transmettent pas et doivent donc être constamment refaits. On demande que soit révisée la loi sur la confidentialité et que le traitement des dossiers soit assorti de services de proximité.

Les initiatives locales, quand elles peuvent prendre forme, sont difficilement pérennes parce que constamment soumises à de lourdes exigences administratives. Il en est de même pour l'accompagnement des élèves HDAA, pour lequel on réclame de réduire au minimum les tâches bureaucratiques pour maximiser le temps passé en aide directe aux jeunes.

Les nouveaux profs quittent la profession en raison de la lourdeur de leur tâche pour laquelle ils sont laissés à eux-mêmes. On voudrait que le mentorat soit systématique et offre un meilleur accompagnement, mais aussi que les profs aient davantage de marge de manœuvre dans l'organisation de leur travail, ce qui participerait à une plus grande reconnaissance de la profession. Finalement, la valorisation de la profession enseignante devrait avant tout être sociale. Dans cette optique, la rémunération des stages en enseignement est considérée comme un incontournable.

Autres éléments significatifs

Retrouver un mode de gouvernance démocratique de proximité

Le jugement est sévère : il n'y aurait pour ainsi dire plus de gouvernance dans les nouveaux Centres de services scolaires. On croit nécessaire de mettre fin à l'omerta et au « top down ».

Rien de précis n'est apporté sur ce qu'il faut faire, mais on est d'avis qu'il faut proposer quelque chose dans le livre blanc.

Un élément important, mais controversé des échanges : un ordre professionnel pour les enseignantes et enseignantes

Les avis sont partagés sur la question. Pour certains, l'ordre professionnel est une excellente idée. Il permettrait de mettre de la pression sur le gouvernement et de pallier le manque de valorisation des profs. Plus spécifiquement, la profession enseignante étant à prédominance féminine, un ordre professionnel contribuerait à sortir du « care » et de la « vocation », en plus d'ouvrir un espace de collaboration avec les universités et d'avoir son mot à dire sur la formation initiale des maitres. Pour d'autres, ce n'est pas une panacée. Le problème est qu'on ne considère pas le discours de valorisation que font déjà les syndicats à l'endroit du personnel enseignant ni tout leur travail sur l'ensemble des questions pédagogiques qui rejoignent la profession. On redoute finalement qu'un ordre professionnel ne fasse qu'ajouter une structure de contrôle à celles qui existent déjà.

7. Groupe de jeunes, cégep de Limoilou

Priorités soulevées lors de la rencontre au Cégep Limoilou Cours de sociologie en Sciences humaines, profil Éducation, 9 avril 2024

Lors du cours de sociologie *Sciences et transformations sociales*, une discussion a permis aux personnes étudiantes d'énoncer leurs priorités en éducation. La première est celle de mettre fin au financement public à l'école privée. Le groupe est très informé au sujet de l'école à trois vitesses et à l'inégalité actuelle du système scolaire. Plusieurs dénoncent les problèmes que l'on connaît à ce propos (concurrence, marché scolaire, sélection des enfants, inégalités socioéconomiques, etc.). Le gouvernement ne doit donc plus soutenir financièrement les écoles privées.

Le deuxième dossier prioritaire est de revoir le cursus scolaire et la place accordée à l'évaluation. Les étudiants de la classe sont nombreux à souhaiter des cours plus concrets et pratiques, notamment lors de leurs études secondaires. Des cours sur la citoyenneté responsable, la gestion des émotions et les finances personnelles sont demandés. Leur proposition pour créer de l'espace dans l'horaire serait que, dès la deuxième secondaire, les élèves puissent choisir leur parcours de mathématiques. Pour plusieurs, cette matière prend trop de place dans la vie scolaire des jeunes qui savent très bien qui ne sont pas intéressés par une profession leur exigeant des mathématiques. Une solution serait de laisser le choix de parcours aux jeunes. Un parcours pourrait mener aux mathématiques des sciences naturelles et un autre pourrait se consacrer sur l'usage des mathématiques d'une manière plus pratique, dans la vie quotidienne. Ensuite, il a été question d'alléger les exigences en matière d'évaluations. Nous vivons dans une société où la performance et la compétition sont au premier plan. Notre système d'éducation est le reflet de ces valeurs : il impose donc à ses élèves de nombreuses évaluations. Cette situation exige aux enseignants d'évaluer le plus possible, ce qui gruge du temps d'enseignement et de planification, en plus de mettre sur une pression sur les élèves. L'évaluation devrait être un simple moyen de vérifier la compréhension des élèves, et non de les mettre en compétition. Davantage de travaux formatifs seraient alors pertinents. Les personnes participantes se sont questionnées sur l'objectif de l'évaluation en éducation physique et en arts. Les enfants devraient comprendre pourquoi et selon quels critères ils sont évalués.

La dernière priorité est d'améliorer la composition de la classe. Donner de meilleures conditions d'exercices aux enseignants et valoriser la profession enseignante sont exigées. Le décrochage des nouveaux enseignants est alarmant. Selon les étudiants et étudiantes, la charge de travail trop importante et la manque de soutien offert à l'enseignant et à la classe en sont les causes. Revoir la composition de la classe signifie de diminuer le nombre d'élèves et d'augmenter les services disponibles aux élèves et aux enseignants (orthopédagogues, techniciennes en éducation spécialisées, orthophonistes, psychologues, etc.). Cela permettrait aux enseignants d'avoir davantage de temps pour aider tous les élèves, pour enseigner et pour planifier les activités.

Syndicat des enseignants du cégep de Lévis

1. Parmi les demandes qui sont ressorties des forums citoyens nous avons ciblé 3 enjeux que prioritaires.

- Diminuer le nombre d'[étudiant.es](#) par classe
- Formation de citoyens. critiques et [cultivés](#), et non de travailleurs productifs
- L'arrêt du financement public de l'école privée

Justification :

- Des groupes plus petits permettraient de pouvoir **mieux soutenir et diminuer le temps de correction**. L'école n'est pas une île et il doit s'ouvrir davantage à la communauté. Nous devons former des citoyens avertis avec des devoirs et responsabilités par rapport au contrat social.
- Moins subventionner l'école privée permettrait d'avoir des classes plus homogènes au primaire et secondaire. Je considère que cela serait bénéfique pour la société et **diminuerait les disparités** entre les élèves/étudiants.
- La composition des classes est actuellement un sujet de débat important dans notre société québécoise. Les personnes enseignantes sont mises à mal par des classes plus que variées et surtout, sans les ressources nécessaires. **De plus petites classes accompagnées du personnel de soutien** (en abondance) deviennent des concepts clés pour soutenir ce personnel enseignant. La diversité et l'inclusion sont des concepts essentiels, mais la façon de procéder actuellement dans cette composition idéalisée est loin de donner les effets escomptés. Par ailleurs, avec de plus petites classes l'enseignant.e peut consacrer plus de temps aux élèves, une attention plus précise aux besoins individuels et ainsi, adapter adéquatement les méthodes pédagogiques. La gestion de classe s'en voit aussi facilitée. Par ailleurs, dans de plus petites classes, les élèves ont plus d'opportunités de participer, de s'exprimer, d'interagir, d'être engagés et motivés. Le décloisonnement de l'école apporterait l'apprentissage expérientiel nécessaire pour renforcer la pertinence et l'application pratique de ce qui a été appris en classe. Les projets communautaires peuvent engager les élèves en leur montrant la pertinence de l'école. **La collaboration entre l'école et les organisations locales peuvent ouvrir des ressources supplémentaires pour l'éducation, offrir des perspectives diverses et enrichir les programmes d'études.**
- Au niveau collégial, **les lacunes en français** sont frappantes. Les [étudiant.e.s](#) nous disent que le français n'était pas évalué dans tous leurs cours au secondaire. Il faudrait corriger rapidement le tir. Nous constatons également que **la culture n'est pas valorisée**, souvent cela se fait sans référents culturels communs. Nous le voyons clairement depuis que les plateformes GAFAM sont désormais la principale source d'information des [étudiant.e.s](#).
- La seule façon actuellement de constituer un enseignement de bonne qualité et un bon **soutien aux étudiants** est de travailler beaucoup plus (30% ou plus) que le temps prévu à la convention. Et encore, des classes trop bondées empêchent de faire un soutien en laboratoire qui soit adéquat. Donc moins d'étudiants par classe, et **moins d'étudiants au total dans une tâche**. Concernant les ressources nécessaires pour enseigner, que ce soit les fonds pour de l'équipement ou des **ressources informatiques**, c'est presque toujours un refus systématique de la direction du cégep. Pire, on enlève des ressources. Encore pire, le plan stratégique est écrit de sorte qu'à sa lecture, il n'est même pas possible de comprendre que le cœur de l'entreprise concernée (un cégep!) est d'enseigner. Autrement dit, c'est rédigé de sorte qu'il est possible pour la direction de dire non aux

besoins de soutien pour les profs (ressources, temps, etc.) sans contrevenir directement aux objectifs stratégiques. Alors si ne pas soutenir les profs ne contrevient pas aux objectifs stratégiques du cégep, c'est que ces objectifs sont pervertis.

Former des citoyens cultivés au sens critique: la technologie va tellement vite que former des étudiants avec comme seul critère leur productivité finale équivaut à fournir des étudiants obsolètes dès leur sortie ou presque. D'autant plus qu'avec l'intelligence artificielle, il faut **mettre en priorité l'éducation qui les apprend à apprendre, à avoir un sens critique, à être inventifs, à avoir du recul, et à acquérir les fondements du domaine d'étude concerné.**

2. Voici d'autres priorités importantes à considérer pour un meilleur système d'éducation au Québec.

- **Protéger l'intégrité** des profs et encourager la liberté académique.
- **Optimiser la formation du personnel enseignant** et surtout, ne pas laisser le gouvernement détruire ce que nos prédécesseurs ont réussi à bâtir jusqu'à maintenant.
- **Profs plus stables...**cette observation vient du roulement déplorable qui se passe dans les classes du primaire de mes enfants. La situation est la même au service de garde en milieu scolaire. Les enfants sont stressés et désorientés par ce roulement.

3. Le meilleur levier politique à utiliser pour faire valoir la nécessité des changements revendiqués.

- **Actions qui impliquent les élèves/étudiants.** Grande manifestation/rassemblement.
- **Sensibiliser la population**, notamment en comparant le système d'éducation québécois à ceux d'ailleurs. Trop peu de gens sont au courant de la détérioration du milieu éducationnel. Je pense que des campagnes de grosses envergures sont nécessaires.
- Utilisation de tous ces leviers (**passer par les syndicats locaux, interpeler la population avec des campagnes de sensibilisation**).
- Loi sur le français au collégial (via la loi 101, par exemple), changement des conditions de travail via les conventions collectives (pour plus de stabilité dans la profession), **interdiction des cellulaires à l'école** primaire et secondaire et dans les classes pour le cégep, valorisation + importante de la culture québécoise et de la langue dans l'ensemble des matières abordées (dès le primaire) avec des critères de correction basés sur ces priorités.
- Tant que la fédé des cégeps ne portera pas ses culottes pour aller exiger du gouvernement des ressources beaucoup plus importantes, ça sera un problème. Cette réalité de la fédé qui ne met pas au premier plan cette action, et qui ne la défend pas devant le public empêche qu'on avance. Il en résulte que seuls les profs et les syndicats s'activent en ce sens, et ensuite le gouvernement a le beau jeu de dire que les syndicats veulent gérer à la place du gouvernement. Sans blague... Bref, ça va prendre une grande action nationale de la population, des syndicats, des jeunes, etc., et persistance. Tant que ça ne sera pas là, ça ne bougera pas. Mais comme je ne suis même pas certain que la population ait vraiment envie de se battre pour ça (valorise-t-elle vraiment l'éducation), faut peut-être commencer par **vérifier ce niveau d'intérêt de la population**. S'il est là, go on mobilise. Sinon, ça prendra des années d'éducation par un programme de sensibilisation. Changer les valeurs ne se fait pas du jour au lendemain. Et pour ce faire, faut mettre en œuvre les pratiques reconnues dans ce domaine. Ne pas s'improviser spécialiste du changement.

4- L'idée d'un vaste « Rendez-vous national sur l'éducation », où se réuniraient

plusieurs milliers de personnes pour interpeler le ministère de l'Éducation, sur la base d'un *Livre blanc citoyen*

- Dans l'ensemble toutes et tous s'entendent pour dire que c'est une bonne idée!
- Certains trouvent que ce n'est pas nécessaire, car encore des experts qui se réunissent pour discuter de ce qui est bon pour des jeunes qui ne sont pas nécessairement présents.
- **On précise que si on ne sonde pas l'état de la valorisation de l'éducation dans la population avant de mettre en place une stratégie, ce sera complètement infondé scientifiquement, et ce projet ne donnera presque rien.** Un projet, ça se fait selon les règles de l'art. Pas en lançant des actions sans savoir à quoi on s'attaque. Par pitié, est-ce qu'on pourrait prêcher par l'exemple et mettre la science à contribution dans la démarche?

8. Région de Québec

Priorités soulevées lors de la rencontre du comité régional de Québec

20 avril 2024

Le 20 avril dernier, à l'Université Laval, le comité régional de Québec de **Debout pour l'école** a organisé une rencontre de consultation citoyenne sur le thème de **L'école que nous voulons**. Lors de cette rencontre, plus d'une quinzaine de personnes intéressées par notre système d'éducation (citoyens, parents, étudiants, enseignants et retraités de l'enseignement) se sont réunies pour discuter et formuler des solutions possibles face aux problèmes soulevés lors des forums **Parlons éducation**.

La priorité du groupe est d'abolir le financement public à l'école privée. Les personnes participantes sont en accord avec le **Plan pour un réseau scolaire commun** de l'**École Ensemble**. Elles sont d'avis que de redessiner la carte scolaire dans le but de créer des bassins fermés permettrait une plus grande équité entre les élèves. Cela assurerait aussi une plus grande mixité au sein de l'école et des classes. De plus, les projets particuliers devraient être généralisés dans tous les milieux scolaires et devenir non-sélectifs afin que chaque enfant puisse s'y épanouir. Le modèle de la cinquième période au choix est apprécié par plusieurs. Il s'agit de consacrer le dernier cours de la journée à l'option des élèves. Pour ce faire, l'école doit avoir une plus grande autonomie afin de créer ses propres options qui stimulent l'intérêt et la motivation des jeunes.

La seconde priorité est l'intervention dès le début de la scolarité. Les personnes présentes le savent : on dépiste beaucoup et très tôt au Québec. Dès qu'un enfant n'atteint pas un certain niveau de développement, il reçoit une étiquette de trouble ou de difficulté scolaire, émotionnelle, sociale, etc. Le réel besoin n'est pas de les catégoriser, mais bien de leur donner les services nécessaires. Il faut ainsi une plus grande intervention, et ce, dès la petite enfance. Donner davantage de services, des aides à la classe ainsi que l'accès à des professionnels (orthophonistes, orthopédagogues, techniciennes en éducation spécialisée) aux classes de maternelles 4 et 5 ans sont des éléments nécessaires pour assurer le bon développement des tout-petits. L'amélioration et l'accessibilité du réseau de la petite enfance sont aussi demandées. Il est aussi dit que des artistes pourraient venir faire des ateliers artistiques aux tout-petits. Les enseignants seraient alors allégés pendant les cours d'art, tout comme ils le sont actuellement lors des cours d'éducation physique et d'anglais. Encourager la créativité des petits est fondamental à la construction de leur estime de soi et à leur motivation. L'art permet aussi d'apprendre le respect de la différence et du vivre-ensemble.

Le troisième point discuté lors de la réunion est celui de la place accordée à l'évaluation. Sortir de la gestion axée sur les résultats est impératif. Une gestion axée sur les apprentissages semble plus juste. Le rythme de l'évaluation pose actuellement problème. Par exemple, au début du secondaire, les élèves ont appris à lire, mais ne savent pas comment comprendre réellement un texte. Les évaluations doivent redevenir au service des apprentissages des enfants. L'école ne doit pas inciter les enfants à se comparer entre eux, mais bien à s'entraider et à s'améliorer. La compétence ou le « rendement » des enseignants ne doit plus être basée sur les résultats de

leurs élèves. Il faut donc sortir de cette gestion initiée par François Legault. Le Québec gagnerait à s'inspirer de modèle tel que la Finlande.

Finalement, le dernier chantier prioritaire est celui du lien entre l'école et la communauté. Les bassins scolaires pensés comme **École Ensemble** sont une bonne façon de puiser dans les ressources de la communauté. En effet, l'école doit s'enraciner dans son environnement : elle n'en est pas séparée. Les infrastructures de l'école devraient être ouvertes aux organismes communautaires du quartier et ceux-ci pourraient alors organiser des activités pour les élèves afin de créer des relations et des intérêts hors des murs de l'école. Une implication plus importante des parents dans les activités parascolaires, dans les décisions scolaires et dans les projets de l'école leur permettrait d'être davantage intéressés à l'épanouissement de leur enfant qu'à leur réussite scolaire. Il est aussi mentionné que les AVSEC (agents de vie spirituelle et d'engagement communautaire) sont essentiels et doivent être davantage valorisés pour permettre à tous ces projets de voir le jour.

9. Région du Bas-Saint-Laurent

Revendications pour améliorer le système éducatif québécois découlant de la publication de la synthèse² des propos issus des forums de **Parlons éducation**

Comité local d'actions pour l'éducation (CLAÉ), Rimouski-Neigette-Mitis

La rencontre tenue le 30 mai 2024 au K-430 de l'UQAR a soumis les revendications suivantes au vote. Les résultats du vote présentent les revendications selon le nombre de votes

No 1 : Impliquer la communauté au cœur de l'école

Pourquoi? Parce que l'école forme les citoyens de demain. Elle doit devenir le pilier de la commune, là où on découvre, on apprend, on collabore, on se soutient et on s'entraide. Là où on se développe. Là où on prépare l'avenir tout en vivant le présent.

Elle doit être le reflet de la société que nous voulons, plurale, diversifiée, inclusive, ouverte, agréable, engagée, adaptable aux défis du futur.

De quoi rêve-t-on pour l'école?

- Un milieu épanouissant où les enfants ont envie d'aller le matin*
- Un milieu rassurant pour les parents
- Un milieu agréable pour les élèves et les employés*
- Un milieu au cœur de la société dont tous se sentent responsables*
- Un endroit où on apprend à vivre, notre corps, notre santé, comment combler nos besoins de base, comment fonctionne la société, le milieu du travail, etc.*

Sa mission?

Instruire, socialiser, qualifier. Leur apprendre à apprendre, comprendre, développer l'esprit critique, la créativité, la confiance en soi. L'importance dans l'apprentissage d'essayer, d'oser, de se tromper et de réussir. Il faut aussi socialiser, découvrir que l'autre est différent, et semblable, qu'ensemble on peut faire plus et qu'en se respectant, on devient plus confiant. L'école forme les citoyens de demain. Elle prend le relais des parents qui éduquent et elle travaille en collaboration avec eux.

Et l'école au cœur de la société et de l'environnement:

Selon les régions et les enjeux, activités de découvertes de l'environnement régional.* Intégrer dans l'école du soutien parental provenant des services sociaux, qui, au final, va bénéficier directement à l'enfant: cours de francisation, de culture québécoise, rencontres d'intégration, soutien spécifique des services sociaux, etc.

² [https://deboutpourlecole.org/uploads/files/syntheseforums\(1\).pdf](https://deboutpourlecole.org/uploads/files/syntheseforums(1).pdf)
https://deboutpourlecole.org/uploads/files/DEBOUT%20POUR%20L'%C3%89COLE%20-%20Synth%C3%A8se_vf.pdf

Création de cantines scolaires accessibles avant les cours le matin et le midi.*
Voir à y intégrer des bénévoles pour le soutien aux activités, recrutés dans le quartier, la ville, parmi les familles, les aînés, les retraités, les fratries, etc.

Obstacles: Le changement:

Tout changement amène de la peur, de la résistance. On se ligue contre quelque chose beaucoup plus facilement que l'on s'unit pour autre chose.

Des changements, on en vit déjà et tout va s'accélérer. Comment s'y adapter? Comment pourra-t-on y survivre? En informant mieux les adultes d'aujourd'hui et en formant mieux les adultes de demain. Il faut développer la conversation dans toutes les régions, informer, mobiliser, revendiquer, collaborer pour bâtir, région par région un réseau de citoyens engagés à changer l'école d'aujourd'hui pour bâtir l'école de demain.

Pistes de solution: accessibilité aux écoles en dehors des heures normales, comme lieu d'échange et de réflexion. Mentorat intergénérationnel, comités de soutien à l'école.*

*Points soulevés par des élèves du programme "Je raccroche" lors d'une rencontre d'échange ce printemps, comme devant être au cœur de la mission de l'école. No 2 : L'école que nous voulons : une école où l'on a du temps

No 2 : L'école que nous voulons : une école où l'on a du temps

- **Priorité** : revoir le rythme des apprentissages et répondre aux besoins des jeunes

Prolonger le temps quotidien de l'école en intégrant des activités parascolaires pour tous et en résonance avec les besoins exprimés par les jeunes (sport, musique, cuisine, réparer des vélos, faire un budget, etc.), dont le bien vivre. Intégrer le curriculum et les fondamentaux (lire, écrire, compter, former son esprit) à ces activités. Réduire les évaluations sommatives au profit d'évaluations formatives.

- **Arguments pour convaincre que cette revendication est nécessaire**

L'accélération sociale réfère à l'accélération des expériences humaines, notamment dans le rythme de vie (Rosa, 2012; 2022). L'école n'y échappe pas. Les enseignants disent manquer de temps pour enseigner et faire apprendre, et les troubles anxieux sont parmi les plus diagnostiqués chez les enfants et les adolescents (Turgeon et Ayotte, 2021).

À l'école, le **temps** constitue en fait un des vecteurs principaux des **méfais de la performance**.

Apprendre nécessite du temps et ce temps diffère d'une personne à l'autre. Si le temps était variable pour arriver au même résultat, l'école ne laisserait personne derrière.

Le fait de séquencer les apprentissages dans des périodes fixes et leur cloisonnement par matière nuisent à la liberté de proposer des projets porteurs et transdisciplinaires, qui seraient plus près des enjeux de société auxquels les jeunes pourraient prendre part, et annihilent leur sentiment de liberté et d'agentivité qui, seul, donne sens aux apprentissages. Plus de **temps** est nécessaire et **la façon de le vivre** doit être revue.

- **De quelle manière mettre cette revendication en place? Quels sont les obstacles et solutions?**

Obstacles : les syndicats et le ministère ne seront pas attirés par de tels changements. Peu de solutions existent. L'espoir réside peut-être dans le fait d'écouter les acteurs et les besoins qu'ils expriment dans divers contextes (dont celui des dernières négociations).

Solutions :

Enseignants : leur donner du **temps** de travail sans élève pour organiser des projets et s'en servir pour contextualiser les savoirs, pour prévoir des évaluations formatives sensées; réduire le nombre d'évaluations sommatives. Leur permettre de faire certaines tâches à la maison en télétravail, d'«enseigner» à l'extérieur de l'école (lieux liés aux projets), d'utiliser du temps et de l'espace pour répondre à leurs ambitions (pédagogiques) et soutenir celles des élèves.

Personnel scolaire : mettre ce personnel à contribution pour cocréer les projets avec les jeunes et les enseignants, prendre contact avec les citoyens collaborant à ces projets (fédérations sportives et musicales, municipalité, CHSLD, magasin de vélo, etc.) et participer aux projets sous l'égide de l'enseignant ou de l'équipe pédagogique. Revoir les responsabilités de chacun (adulte) autour de l'élève en incluant les responsabilités de soutien développemental comme le bien-être et l'appartenance au groupe.

Organisation scolaire : réduire substantiellement les périodes cloisonnées (notamment au secondaire), faire cohabiter du temps cloisonné et du temps «sans cloche»; organiser une utilisation séquencée des lieux communs à l'école (les élèves doivent-ils tous avoir leur récréation en même temps?), revoir l'utilisation des données (tableaux de bord) afin de les destiner à la gestion du personnel, des espaces, du temps (et non à la gestion pédagogique); migrer d'une posture d'évaluation de la «performance» pédagogique (gestion axée vers les résultats- GAR) à une orientation de réflexivité autour de l'élève en intégrant les enseignants et autres acteurs du terrain, dont les élèves eux-mêmes. Privilégier les relations.

Parents : Pas de devoirs à la maison pour les élèves; invitation à participer ou à initier certains projets.

Rosa, H. (2012). Accélération et dépression. Réflexions sur le rapport au temps de notre époque. Rhizome. Bulletin national, santé mentale et précarité, 43, 4-13.

Rosa, H. (2022). Pédagogie de la résonance. Le Pommier.

Turgeon, L. et Ayotte, E. (2021). L'anxiété chez les enfants et les adolescents : Enjeux spécifiques. Cahiers du savoir. OPQ

3. Affirmer et enseigner le rôle incontournable de l'éducation pour la survie de l'humanité

Arguments pour convaincre que cette revendication est nécessaire et incontournable

Notre survie en tant qu'espèce est menacée on ne peut le nier. Il faut agir. Or, si l'éducation est reconnue scientifiquement comme faisant partie des solutions les plus efficaces pour faire face à ce défi de survie, ce même degré de reconnaissance par les décideurs est urgent et demeure encore largement insuffisant. L'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation (ACDE, 2022, p. 6, traduction libre) nous aide à le comprendre lorsqu'elle dit : « l'éducation peut être une source d'espoir et une raison d'espérer, de s'inspirer et de changer ». Mais pour ce faire, encore faut-il que l'éducation soit véritablement considérée l'outil de notre survie et qu'ainsi elle bénéficie d'autant, sinon de plus, d'attention et de ressources que d'autres secteurs actuellement impliqués dans la résolution de ces problématiques.

Indiquer de quelle manière elle peut se mettre en place

Revoir nos manières de réfléchir et nos interactions entre humains et monde vivant, revoir notre vision de l'école et sa mission, qui peut tendre à reproduire les inégalités et les normes sociales posant actuellement problème. Une telle révision de l'éducation nécessite que les jeunes soient considérés eux aussi comme des citoyennes et citoyens du monde qui se portent à la défense du bien commun.

Manifester, publier des études scientifiques, faire du lobbying (enregistrer Debut pour l'École au registre des lobbyistes gouvernementaux) auprès des gouvernements (locaux, régionaux et national [provincial], rencontrer les députés, les maires, les préfets un à un pour leur enseigner le rôle incontournable de l'éducation pour la survie de l'humanité et ainsi leur permettre eux aussi d'affirmer le rôle salvateur de l'école sont des moyens à mettre en place pour activer cette revendication.

Concerter les efforts entre les diverses universités, les ressources enseignantes impliquées dans la formation initiale et continue à l'enseignement, les personnes expertes, scientifiques ou citoyennes, les milieux scolaires, les organismes impliqués dans l'éducation formelle et non formelle, les familles et, surtout, les enfants et les adolescents) pour que l'éducation devienne une priorité pour nos gouvernements et nos établissements d'enseignement et de formation.

Aussi, développer la conversation dans toutes les régions, informer, mobiliser, revendiquer, collaborer pour bâtir, région par région un réseau de citoyens engagés à changer l'école.

Formuler les obstacles à sa réalisation et les solutions

L'ignorance est un obstacle et la revendication vise l'emploi du geste clé en éducation : enseigner. L'enseignement s'adressant toutefois à une clientèle nouvelle : les dirigeants.

L'obstacle est celui qui est propre à un changement d'orientations gouvernementales : l'approche longue et lente du canal politique et celui de la recherche d'un mouvement animé par les citoyens. Amener quelqu'un, par des preuves ou par un raisonnement irréfutable, à admettre quelque chose comme vrai ou comme nécessaire demande de l'énergie et une force de changement. Ce qui fait bouger un gouvernement. : la pression sociale

No 4 : Une école à une vitesse et des projets particuliers pour tous les élèves

Les projets particuliers se sont développés de manière anarchique à travers le réseau, ce développement et l'intérêt qu'ils suscitent montrent qu'ils répondent à un besoin d'ouverture de l'école. Environ le quart des élèves du secteur public participe à des activités particulières, donc environ les trois quarts des élèves restent dans le programme « non enrichi », la troisième vitesse. Leur mise en place initiale a répondu à la concurrence que le système public subit des écoles privées et cette mise en place, alimentée par les palmarès, a engendré un climat de compétition entre le système public et le système privé mais aussi entre les écoles publiques elles-mêmes pour une clientèle dont dépend leur financement. Ces projets particuliers dépendent des écoles et des moyens qu'elles peuvent y consacrer ce qui pénalise les écoles des

milieux défavorisés. Les objectifs pédagogiques relèvent des écoles et peuvent différer d'une institution à l'autre sans cohérence au niveau national. En général elles ne sont pas gratuites et peuvent même coûter très cher, plusieurs milliers de dollars, pour certains types de projets ce qui pénalise bien des élèves du secteur public. C'est la troisième vitesse du réseau public.

Éléments pour rendre accessibles les projets particuliers à tous les élèves

1 Les choix du projet relèvent des élèves et répondent donc à leur intérêt pour un apprentissage qu'ils ne trouvent pas dans les programmes réguliers. Cela améliore leur motivation et leur sentiment d'appartenance à l'école.

2 Des projets particuliers peuvent être conçus pour répondre à des questionnements sociaux, ou, comme le sport, pour limiter le décrochage des garçons.

3 Des projets particuliers peuvent être conçus pour répondre à des besoins de formation dépassant le cadre des cours : communication, culture, activités citoyennes, environnementales, etc.

4 Les projets particuliers peuvent permettre aux élèves, et aussi aux enseignantes et enseignants, de développer leur autonomie et leur créativité

Les obstacles

1 Le premier obstacle est celui du financement, la participation aux projets particuliers doit être gratuite pour éviter toute discrimination. La participation aux projets particuliers doit être obligatoire et donc présenter une offre permettant à tous les élèves d'y participer. Le mode de financement doit être équitable pour les écoles, quelle que soit les communautés qu'elles desservent.

2 Des objectifs généraux doivent être définis provincialement. Les objectifs des projets particuliers doivent correspondre à des objectifs généraux d'ordre pédagogiques définis provincialement. Les organismes extérieurs pouvant collaborer avec certains projets particuliers (fédérations sportives, organismes culturels, etc.) doivent respecter les priorités pédagogiques, par exemple les fédérations sportives doivent accepter de former des élèves, non des futurs athlètes professionnels.

3 Déterminer un mode de fonctionnement qui soit équitable entre les projets et les écoles, cohérent, qui soit suffisamment souple pour limiter la bureaucratie et permettre les initiatives. Déterminer un mode de sélection des élèves qui ne soit pas discriminatoire.

4 Établir un consensus sur le choix des projets en tenant compte du contexte régional et en évitant la compétition entre les écoles du voisinage.

5 Établir des collaborations simples et efficaces avec des organismes utiles à certains projets

Référence Une autre école est possible chapitres 2, 3, 12, 15

No 5 : Intégration des écoles privées au réseau public

Problématique de l'école à trois vitesses

Le rapport de la Commission Parent (dans les années 60) prônait une école unique, accessible pour tous les enfants. Les écoles privées, notamment les écoles religieuses, devaient intégrer progressivement le réseau public. Malheureusement, soixante ans plus tard, non seulement l'école privée (la plupart subventionnée par l'État) n'a pas été intégrée au public, mais elle continue de se développer, induisant une compétition malsaine avec les écoles du réseau public.

Au fil des ans, nous avons vu poindre une école « à trois vitesses », comprenant l'école privée, les écoles à programmes sélectifs (qui essaient de faire concurrence au privé) et les classes ordinaires. Conséquence : l'école privée et les écoles à programmes sélectifs profitent d'un « écrémage » des élèves les plus performants et ceux et celles issus de milieux socioéconomiques favorisés, au détriment des classes ordinaires qui se retrouvent généralement avec les élèves issus de milieux populaires et « plus difficiles ». Afin de remédier à la situation, il faudrait dans un premier temps parachever les objectifs originels du réseau public et intégrer les écoles privées au système public.

La présence d'écoles privées alimente les inégalités sociales au Québec

Les écoles privées recrutent la plupart du temps les élèves venant des milieux favorisés ayant davantage les moyens de payer les frais d'inscription. Elles sélectionnent surtout des élèves venant de milieux « cultivés », ont peu d'élèves « en difficulté », ayant des retards scolaires ou des problèmes de comportement. Ces écoles offrent des ressources et des activités supplémentaires car elles en ont les moyens. Les élèves fréquentant les écoles privées sont donc coupés des « milieux ordinaires » et auront tendance à juger comme naturelles les inégalités dans la société. Symétriquement les élèves du réseau public auront tendance à penser que les élèves issus du réseau privé forme une élite mieux qualifiée pour les postes de responsabilité.

La présence des écoles privées oblige donc souvent les écoles publiques à une concurrence malsaine où elles sont perdantes. Les arguments « élitistes » des écoles privées pour recruter les « bons » élèves obligent les écoles publiques pour les conserver à proposer des politiques qui conviennent moins aux élèves moins favorisés.

Les obstacles à l'intégration des écoles privées au réseau public

Le principal obstacle sera politique car il faudra un vote majoritaire au Parlement. Les partis majoritaires y sont opposés. Bien des parlementaires, dans la plupart des partis, envoient eux-mêmes leurs enfants à l'école privée ou en sont issus. Les opposants, plus largement, invoqueront le grand principe : le droit des parents de choisir ce qui leur semble être le meilleur pour leurs enfants.

Les autres revendications

No 6 : Tendre vers l'action citoyenne

1 Une éducation citoyenne qui prépare les élèves aux changements de la société

Un des objectifs figurant dans la loi du Québec sur l'éducation est : « préparer les élèves à devenir des citoyens responsables, informés, critiques et engagés, capables de participer de manière active et constructive à la vie démocratique de la société québécoise »

2 Arguments pour une éducation citoyenne

Le développement accéléré des communications et de l'IA présente des risques majeurs pour la démocratie : réalités et vérités alternatives, manipulation des esprits, émergence d'une société de contrôle,

L'émergence d'enjeux sociétaux majeurs pour l'avenir des citoyennes et citoyens : changements climatiques, migrations, creusement des inégalités, montée de la violence

3 Éléments d'une éducation citoyenne

Une approche multidisciplinaire pour une compréhension globale de la société et du rôle et de l'histoire de chaque discipline dans celle-ci

Un enseignement sur un fonctionnement démocratique de la société et de ses valeurs

Un « tronc commun citoyen interdisciplinaire » : enseignement sur les questions sociétales comme la justice, les inégalités, les changements climatiques, ...

Une implication dans la communauté sur ces questions.

Une initiation éthique aux outils du monde numérique pour les utiliser tant dans le monde professionnel que dans la vie sociale. Une sensibilisation aux risques de l'IA : copiage, respect des auteurs et autrices.

Une initiation à la communication, un suivi des thèmes sociaux, environnementaux, tenue d'un blog et rédaction sur ceux-ci

Un esprit critique, harmonisation interdisciplinaire sur les méthodes de raisonnement, la méthode scientifique, la capacité de se remettre en cause pour porter un jugement argumenté.

4 Obstacles à la mise en place d'une éducation citoyenne

Définir une approche multidisciplinaire pour une compréhension globale de la société et la place de chaque discipline dans son histoire, son évolution, ses valeurs

Difficultés de définir des objectifs, des contenus et des travaux, des approches pédagogiques selon les niveaux, sur des thèmes relevant d'une « éducation citoyenne »

Difficultés pour les harmonisations interdisciplinaires par rapport aux objectifs disciplinaires

Répartition des différents éléments de l'éducation citoyenne et du temps accordé entre les différentes disciplines

Collaboration, support et ressources pour les enseignantes et les enseignants

Définir des méthodes de mises à jour régulière des programmes pour qu'elles soient au rythme des changements

Bibliographie courte

Une autre école est possible : chapitres 1, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 20, 21

L'intelligence artificielle, Mythes, danger, désappropriation et résistances Nouveaux cahiers du socialisme, printemps 2024, p 24, p 108, p 119

https://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/formation_jeunes/prform2001.pdf

No 7 : Les besoins humains (et de l'écosystème terrestre) par la *réflexion collégiale*

1. DÉTERMINER UNE (1) REVENDICATION CONCRÈTE ET RÉALISTE QUI NOUS SEMBLE PERSONNELLEMENT INCONTOURNABLE

Ce dont notre système d'éducation a besoin : changer la culture éducative au Québec pour la centrer davantage sur les besoins humains (et plus largement, les besoins de l'écosystème terrestre)

Moyen proposé : Instaurer une culture de *réflexion collégiale*³ basée sur le *développement perso professionnel*⁴ à tous les niveaux du système d'éducation à commencer par les personnes travaillant MEQ, les personnes des CSS, les directions puis les équipes-écoles (enseignants et autres intervenants). La réflexion collégiale est un dispositif de soutien mutuel entre personnes de la même profession qui permet à chacun.e d'avoir une relation constructive à ses propres limites professionnelles. Chaque session dure environ 1 heure. Efficace à long terme.

2. PRÉPARER UN OU DES ARGUMENTS POUR CONVAINCRE QUE CETTE REVENDICATION EST NÉCESSAIRE ET INCONTOURNABLE

Le soutien mutuel est le meilleur chemin pour démontrer et rendre flagrante notre interdépendance. Plusieurs auteurs peuvent être cités pour soutenir cette thèse, notamment Jesper Juul, grand penseur danois ayant influencé les changements éducatifs en Scandinavie. Il affirme que le soutien mutuel permet que les personnes (*élus, fonctionnaires, administrateurs, membres d'équipe-école*) qui le pratiquent aient l'impression de participer à la création et à la formation de leur propre réalité. Le soutien mutuel permet également à ces personnes d'être capables de s'assumer activement, de sorte qu'elles se sentent personnellement responsables de la mise en œuvre de leurs décisions. (Juul, 2012)⁵.

3. INDIQUER DE QUELLE MANIÈRE ELLE PEUT SE METTRE EN PLACE

Former toutes les personnes qui croient en cette approche à devenir des facilitateurs à la réflexion collégiale. Pratiquer la réflexion collégiale avec le plus de personnes possibles impliquées dans le système d'éducation au Québec. Former un réseau de personnes qui se soutiennent entre elles (par la

³ Les objectifs de la réflexion collégiale sont d'augmenter le professionnalisme des participants, de renforcer la responsabilité collective, de nourrir l'estime de soi des professionnel.le.s et d'augmenter leur satisfaction personnelle au travail.

⁴ Le développement perso-professionnel est un processus continu et structuré au cours duquel sont examinés, reconnus et traités les **schémas de pensée** et les **manières d'agir** qui freinent les professionnels et les empêchent de concrétiser leurs engagements professionnels, d'atteindre leurs objectifs et de réaliser leur plein potentiel dans les relations professionnelles. Le concept de développement perso-professionnel ainsi que le dispositif de réflexion collégiale sont décrits plus en détails dans le chapitre 7 de l'ouvrage : *De l'obéissance à la responsabilité. Compétence relationnelle en milieu pédagogique*, Juul, J., & Jensen, H., 2019, Fabert.

⁵ Juul, J. (2012). *Family Life. The most important values for living together and raising children*. AuthorHouse

réflexion collégiale) dans le déploiement de cette formation au soutien mutuel. Commencer avec tous les volontaires de Parlons éducation.

4. FORMULER LES OBSTACLES À SA RÉALISATION ET LES SOLUTIONS

L'institution scolaire est par définition très stable et les paradigmes qui la sculptent sont très difficiles à changer. Cependant, des bouleversements sociétaux imminents viendront précipiter le besoin d'explorer de nouvelles façons de faire. Voici quelques obstacles anticipés (χ) et des solutions possibles (\Rightarrow) :

- χ On ne sait pas ni quand ni comment ces bouleversements de société arriveront exactement
 - \Rightarrow Préparer le changement de paradigme en infiltrant toutes les brèches qui apparaissent
- χ Les ressources (temps et argent) manquent pour mener ce projet, même à petite échelle
 - \Rightarrow Que chacun fasse le plus petit pas possible dans la même direction
- χ Le changement intérieur est plus difficile que de changer un système (même un système d'éducation)
 - \Rightarrow Faire en sorte que plusieurs personnes puissent expérimenter la réflexion collégiale
 - \Rightarrow Avoir confiance dans les capacités humaines de transmutation (relire *L'Alchimiste* de Paulo Coelho au besoin ;-))

8 : Cesser la ségrégation scolaire en agissant sur le curriculum

Choisir son école, les programmes ou les projets particuliers pour son enfant, c'est souhaiter lui faire vivre ce qu'il y a de mieux, le motiver. À la fois concrète et irréaliste, l'idée d'empêcher ces choix par les parents pour mettre ainsi fin à l'école à trois vitesses est impensable tant cette possibilité de choisir est inscrite dans les mœurs, en plus de l'être dans la Loi sur l'instruction publique.

En éducation, la hauteur du budget des écoles dépend du nombre d'élèves qui s'y assoient. Un (1) élève de plus en maternelle dans une école c'est précisément 7538 \$ en plus au budget de celle-ci. Ainsi, des écoles publiques situées à moins de 300 mètres l'une de l'autre organisent des programmes particuliers et compétitionnent la voisine et lui soutirent ses élèves : c'est payant. Ajoutez dans le périmètre une école privée et cet effet sera multiplié, c'est le marché que ce soit au primaire ou au secondaire. Plus votre école est attrayante, plus les parents la choisissent et plus elle reçoit d'argent, plus elle investit pour devenir encore plus attrayante et favoriser l'obtention de meilleurs résultats pour ses meilleurs élèves et plus les parents la choisissent... Comment une équipe-école peut-elle rendre une école attractive et enclencher une ségrégation ? Grâce à un puissant levier qu'il leur est permis d'activer : la modulation du curriculum et de la grille-matière.

À titre d'exemple un cours prendra plus de place que tel autre, une troisième langue apparaîtra, une option sera choisie plutôt qu'une autre ; en peu de mots, un curriculum dans le curriculum national existe. C'est donc ce jeu qu'il faut transformer, et non pas les stratégies des acteurs, parfaitement adaptées à la logique de ce jeu. À partir du moment où le curriculum serait uniformisé partout dans les écoles, il n'y aurait plus cet espace pour permettre une plus-value bancaire d'une école par rapport à sa voisine, le buffet des écoles s'estomperait. Une école, du point de vue de la grille-matière vaudrait dès lors tout autant qu'une autre. Le principal moteur menant à la ségrégation serait aboli.

Comment rendre inopérant ce moteur ? En consacrant trois savoirs : lire, écrire et compter ; en interdisant la compression des cours consacrés au développement de ces savoirs ; en garantissant vraiment un curriculum national pour que des groupes, par le fait même de cette mesure de raffermissement, se constituent en

généralisant une mixité sociale et scolaire ; en donnant une importance fondamentale à la qualité de la réflexion collective durant la conception, l'implantation, le suivi et à la modulation quinquennale — si nécessaire — du curriculum et ne plus le laisser à la discrétion des conseils d'établissement, des directions d'école et du gouvernement. Nous en appelons à une reprise en main de l'autorité de la société sur cette dimension fondamentale de l'école ce qu'on choisit d'y enseigner, ce qu'on choisit d'y valoriser c'est-à-dire le curriculum. Quid de la particularisation des parcours, facteur de motivation des élèves ? Il faut qu'elle existe, c'est fondamental. Mais la place pour qu'elle existe est après 15 : 30 ou avant 9 : 00. Pour qu'entre 9 : 00 et 16 : 00 soient sanctuarisés les enseignements suivants : apprendre à lire, à écrire et à compter. Jusqu'à rendre l'apprenant le plus apte possible dans ceux-ci. Quid des écoles à vocation nationale ? Qu'elles existent, elles sont nécessaires : conservatoire, écoles nationales des arts, centres en FP, institution d'aide aux désavantagés. La principale embuche ? La résistance au changement.

No 9 : Investir (\$) pour inclure les EHDAA et les élèves issus des communautés culturelles

Priorité : Investir en éducation pour favoriser l'inclusion, la réussite et l'accès à vie scolaire et aux programmes particuliers des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) et des élèves apprenant la langue de scolarisation (ALS).

Les actrices et les acteurs du milieu scolaire déplorent le manque de moyens alloués aux EHDAA. On note un manque de ressources spécialisées. Les classes d'accueil souffrent aussi d'un manque de ressources. Les classes de francisation et d'accueil de la région déplorent un manque de matériel adapté, des regroupements d'élèves de niveaux et d'âges différents, ce qui rend l'enseignement plus difficile et qui requiert beaucoup de préparation. Enfin, des coupures sont attendues dans les prochaines années quant à l'acquisition d'outil informatisé, ce qui impactera, en première ligne, plusieurs EHDAA et élèves ALS qui ont besoin de ces outils pour réussir.

Il est difficile d'inclure de façon harmonieuse les EHDAA et les élèves ALS sans le soutien de ressources spécialisées. Même si ces élèves ont le droit de participer à la vie scolaire, pour plusieurs, il leur est difficile d'y accéder sans ce soutien. Même la classe ordinaire peut être difficilement accessible sans les ressources adéquates, rendant alors l'inclusion problématique et mettant de l'avant des regroupements d'élèves en difficulté alors que leurs apprentissages ne nécessitent pas nécessairement ces arrangements. De plus, notons que les enseignants se sentent souvent démunis devant les EHDAA et les élèves ALS, et nécessitent le soutien de personnel spécialisé.

Pour être en mesure d'utiliser efficacement le financement mis à leur disposition, les centres de services scolaires optent souvent pour des regroupements d'élèves en difficulté présentant des besoins similaires au sein d'une même classe, ce qui leur permet de fournir un minimum de service à un maximum d'élèves. Hélas, ces regroupements tirent les élèves vers le bas puisqu'ils sont privés de la stimulation des élèves plus forts, et rendent la gestion de classe plus ardue puisqu'il faut répondre à de grands besoins, sans toutefois fournir le soutien adéquat puisque le nombre des ressources spécialisées demeure insatisfaisant. Qui plus est, le regroupement d'élèves ayant diverses difficultés prive ces élèves de chances équitables de réussite. L'inclusion est possible, mais il est démontré que pour qu'elle soit réussie, un ratio élèves en difficultés/élèves dits ordinaires doit être respecté (Comité (Massé et al., 2020), demandant une dispersion réfléchi de ces élèves dans les classes ordinaires ET un accompagnement adéquat.

L'investissement devient alors une solution évidente :

- Afin de maintenir en poste du personnel hautement qualifié, il est primordial d'offrir de bonnes conditions de travail et un salaire compétitif;
- Afin que les EHDAA puissent être inclus dans la classe qui se rapproche le plus du milieu dit ordinaire, un soutien adéquat doit être fourni;
- Afin que tous les élèves puissent avoir accès à la vie scolaire et aux programmes particuliers, un accompagnement répondant au besoin de chacun doit être offert.

Références : Massé, L., Nadeau, M.-F., Verret, C., Gaudreau, N. et Lagacé-Leblanc, J. (2020). Facteurs influençant les attitudes des enseignant-e-s québécois-es envers l'intégration des élèves présentant des difficultés comportementales. *Revue des sciences de l'éducation*, 46(1), 41-63.
<https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1070726ar>

No 10 : La langue française : pierre d'assise de notre réseau d'éducation

On le sait, depuis plusieurs années — et les récentes actualités n'ont cessé d'illustrer parfaitement l'accélération du processus d'anglicisation de nos jeunes — le Québec est gagné par une anglomanie galopante qui s'est installée à la fois dans les milieux de travail, dans l'espace public et dans notre système d'éducation. De plus en plus de jeunes (et moins jeunes) francophones et allophones vivent en anglais, au travail, dans leurs loisirs et même à l'intérieur des murs de nos institutions scolaires francophones.

Au fil des ans, le MEQ a laissé des commissions scolaires francophones offrir des programmes d'enseignement intensif de l'anglais dès le primaire¹. Des cégeps ont développé une offre de programmes bilingues. Certaines universités francophones ont fait le choix d'offrir des programmes strictement en anglais. La course à la clientèle et l'anglomanie de certaines et de certains gestionnaires ont assurément contribué au déclin et à la dévalorisation de la langue française. Il est d'ailleurs très préoccupant de constater que nous finançons présentement collectivement des institutions d'enseignement qui favoriseront l'anglicisation d'une partie de notre jeunesse.

Bien sûr, l'apprentissage et la maîtrise d'une deuxième, voire d'une troisième langue est importante dans un monde où l'économie et les échanges culturelles sont mondialisées. Mais il faut d'abord et avant tout permettre à nos jeunes de bien maîtriser leur langue nationale. Et si nous souhaitons vraiment travailler à défendre, à protéger et à valoriser la langue française au Québec, il faut à tout prix remettre notre langue nationale au cœur de tous les débats concernant l'éducation. Du primaire à l'université.

À titre d'exemples, il faut revoir la place du français dans l'ensemble du corpus éducationnel. Il serait peut-être aussi bon de revoir le financement attribué aux institutions anglophones versus le réseau francophone. Il serait également opportun d'étendre les dispositions de la Loi 101 (maintenant Loi 96) jusqu'au cégep.

Des obstacles à prévoir

Les débats sur la langue française, langue d'enseignement et langue commune sont régulièrement à l'avant-scène. Notre réalité nord-américaine, la mondialisation et l'omniprésence de la culture anglaise viennent bousculer nos réflexions. Le débat est souvent émotif, compte tenu de notre réalité politique provinciale.

Nous sommes possiblement à un moment charnière de notre vie collective. La présence francophone en Amérique du Nord est présentement fragilisée. Que déciderons-nous de faire ? Démissionner ou reprendre le flambeau de la résistance et de la valorisation de ce qui est la pierre d'assise de notre société depuis 400 ans ?

¹ https://csrsaguenay.qc.ca/wp-content/uploads/2022/12/Anglais_intensif_docInfoParents_fev2023-compressé.pdf

11 : Démocratiser l'accès à l'éducation par la collaboration inter niveaux

Une école publique pour tous les enfants! Il faut favoriser l'accès à l'éducation des enfants des « milieux peu scolarisés » par des collaborations inter niveaux : « Je ne suis pas né pour un petit pain » « Je suis capable »

1 Problématique

Dans les milieux peu scolarisés il est moins naturel pour les enfants de suivre des études post secondaires que dans les milieux très scolarisés. Très souvent les enfants envisagent leur avenir à l'image de celui de leurs parents ou de leur milieu. De plus des choix de cours très précoces engageront les enfants dans des filières qui ne les mèneront pas aux études post secondaires.

La société et le système scolaire reproduisent les inégalités des classes sociales. Dans l'esprit du Rapport Parent une des tâches majeures d'un système d'éducation est de lutter contre ces inégalités.

Cette problématique est bien documentée (cf. Bourdieu, etc.)

Des expériences ont été menées pour remédier à cette discrimination dans les années 2000 dans notre région. C'est le projet « Je suis capable » réalisé par une collaboration entre la Commission scolaire, le Cégep, l'UQAR, le club de loisirs scientifiques sous la coordination du Carrefour des Sciences de l'Est du Québec auprès des élèves des écoles des Hauts Plateaux. Cette expérience a été très positive et, le projet terminé, a été reprise, en partie, par la Commission scolaire.

2 Éléments pour amener les élèves des milieux peu scolarisés, à envisager des études post secondaires par des collaborations inter niveaux

1 Par une collaboration CS, Cégep, UQAR, amener les élèves à mieux connaître, et démystifier, les niveaux post secondaires et à constater qu'ils leur sont accessibles quels que soient les milieux d'origine.

2 Leur permettre de mieux choisir les filières pour la suite des études car, pour certaines, les choix se font très tôt, et il est impossible ensuite d'en changer.

3 Par une collaboration CS, Cégep, UQAR, amener les élèves, dès les cycles primaires et secondaires à réaliser des expériences « ludiques » vulgarisant les genres de travaux réalisés dans les locaux de ces institutions. Les élèves, encadrés par du personnel du cégep ou de l'UQAR, réalisent des expériences leur prouvant que « Je suis capable »!. Des banques d'expériences de vulgarisation, ont été réalisés par des enseignantes et enseignants du Cégep et de l'UQAR.

4 Prévoir dans les cours à la fin d'un cycle une activité « synthèse » associant des élèves au début du cycle suivant (secondaire-cégep, cégep-université, cf. Sciences nature Cégep de Rimouski-Génie UQAR)

6 Associer les parents

7 Associer les différents organismes intervenant sur le décrochage scolaire : Sphère, Je raccroche, Grand défi, Maison rurale, ...

3 Les obstacles aux échanges inter niveaux

1 Convaincre les différents intervenants et leurs personnels (CS, cégep, universités) de leur intérêt à mettre du temps pour une collaboration régulière entre les niveaux, comme exemple d'intérêt commun, l'augmentation des inscriptions pour les cégeps et universités, le développement de nouvelles approches pédagogiques, etc.

2 Les ressources financières et humaines que cela implique : déplacements des élèves, préparations des activités non prévues dans les tâches régulières du cégep et de l'UQAR, suivi de ces activités, ...

3 Les organisations des activités : planification des horaires, des locaux, ...

4 Impliquer les parents pour obtenir leur appui, les associer et les informer régulièrement

4 Expérience « Je suis capable », menée dans les hauts plateaux 2010 2017 cf Bilans

Autre expérience : https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2064927/matane-etudiants-cegep-primaire-decrochage?partageApp=rcca_appmobile_appinfo_android

12 : Autonomie des écoles concernant l'organisation

Pas de description pour cette revendication

Debout pour l'école - Comité de Montréal
Synthèse des propos tenus dans les forums citoyens et des ateliers
Jeunesse de **Parlons éducation**

Trois rencontres ont eu lieu afin de s'approprier les cinq thèmes de cette synthèse : Repenser la mission de l'école, construire un système d'éducation équitable, viser l'inclusion sociale et culturelle, valoriser les compétences professionnelles des personnels scolaires, démocratiser les composantes du système scolaire québécois.

Animation conjointe par les membres du comité ; Bernard Dufourd, Maude Jodoin et Ardrine Jean-Pierre

Entre quinze et vingt personnes se sont inscrites à ces rencontres qui se sont tenues au printemps 2024

Priorité 1 -

Actualiser la mission de l'école québécoise qui est considérée comme étant la base du système scolaire et de la société en se tournant davantage vers le développement intégral de l'élève, en consacrant la place de l'école dans la communauté, en évitant de mesurer la qualité des services éducatifs sur des indices de performance (GAR) et à combattant l'élitisme scolaire.

Priorité 2 -

En parallèle à la priorité 1, introduire dans toutes les instances décisionnelles et consultatives du système scolaire québécois une véritable démocratie « éducative » qui implique les élèves, leurs parents les personnels scolaires, la communauté et ses acteurs socio-économiques qui stimule l'engagement.

Priorité 3 -

Développer une véritable culture de l'éducation en ayant une loi portant sur « L'Éducation nationale » au lieu d'une « Instruction publique » qui met de l'avant le rôle prépondérant de l'éducation dans la cohésion sociale

Commentaires :

Ces trois priorités comprennent l'élimination de la ségrégation scolaire, l'inclusion sociale et culturelle et la valorisation des personnels scolaires

Rencontre enseignants cégep Lionel -Groulx, Sainte-Thérèse, le 22 mai 2024

Discussion portant sur L'école que nous voulons. Durant une heure, cette rencontre a regroupé une assemblée de 40 enseignant.es du collégial répartis en petits groupes.

Le déroulement de cette rencontre s'est fait en trois temps. D'abord, les animateurs désignés ont présenté le collectif Debout pour l'école ainsi que les grandes lignes de la synthèse des propos tenus lors des forums citoyens de Parlons éducation. L'assemblée a ensuite été divisée en trois groupes de discussion composés chacun d'une personne animatrice et d'une personne secrétaire. Finalement, un bref retour en groupe a permis une mise en commun des principaux éléments abordés.

Faute de temps, la consultation s'est limitée au remue-méninge lié à la question « Quelles sont les solutions aux problèmes les plus graves du système d'éducation? » et à l'identification des suggestions les plus importantes pour les participant.es. Voici donc ces suggestions telles que remises et classées en fonction des cinq thèmes.

Thème 1 : Repenser la mission de l'école d'aujourd'hui et de demain

- Mieux définir la mission citoyenne de l'école : sa mission sociale et communautaire, lieu de rencontre et d'échange.
- Faire de l'école un refuge, un milieu accueillant, inclusif et séculaire, un lieu d'émancipation.
- Trouver un équilibre entre les missions, ne pas se limiter à miser sur l'objectif de qualifier les élèves.
- Prescrire des heures en français, matière parfois « tassée » par d'autres apprentissages.
- Aider les élèves à retomber en amour avec le français (être passionné !), à partir de la culture et des arts.
- Bâtir une école qui repose sur le lien social, ce qui permet de renouveler le contrat social. Transmettre un monde commun que l'on peut s'approprier, modifier, améliorer, qui inclut un processus d'appropriation, qui offre des outils pour comprendre le monde.

Thème 2 : Construire un système d'éducation équitable

- Mettre fin au financement public des écoles privées.
- Financer adéquatement les écoles publiques, en faire des milieux d'épanouissement et d'émancipation.
- Mieux financer les écoles en région; avoir une vision du système d'éducation au-delà des grands centres urbains en offrant une diversité de parcours sur l'ensemble du territoire.
- Privilégier des projets particuliers offerts au secondaire pour tous les élèves au lieu de procéder à une sélection.
- Créer un programme régulier solide et stimulant grâce à l'ajout de cours à options.
- Favoriser l'implication de parents de différents milieux pour une cohésion sociale solidaire.

Thème 3 : Viser l'inclusion sociale et culturelle de toutes les populations scolaires

- Favoriser la diversité, des profils de passage vers le collégial et le DEP, et ce, en fonction des besoins des élèves.

- S'attaquer plus largement à la discrimination et à ses causes dans la société et s'assurer que l'école ne les reproduise pas.
- Augmenter le financement des services aux enfants afin de favoriser leur épanouissement (services à l'enfance, DPJ, etc.).

Thème 4 : Respecter et valoriser les compétences professionnelles des personnels scolaires

- Soutenir les enseignant.es dans des cas de violences et nommer les choses au lieu de les enrober (parler d'agressivité au lieu de violence).
- Revoir le parcours éducatif des enseignant.es afin de valoriser les connaissances et les techniques d'enseignement.
- Favoriser le mentorat par les collègues.
- Mettre en place des campagnes de sensibilisation à la profession enseignante et une école inclusive axée sur l'épanouissement.
- Changer le discours lié à la question de la « vocation », puisqu'il repose sur un sexisme systémique insidieux. Ce discours nuit à la valorisation de la profession enseignante. On ne naît pas enseignant.e, on le devient et la rémunération doit être adaptée au temps investi.

Thème 5 : Démocratiser toutes les composantes du système scolaire québécois

- Décentraliser la gestion et la rapprocher des acteurs du milieu au lieu de bureaucratiser l'éducation.
- Permettre un mode de gestion participative et un dialogue horizontal, autant pour le personnel enseignant que pour les autres corps de métier.
- Inclure les parents dans la gestion participative pour recueillir leur vision et obtenir une compréhension élargie du système.
- Consulter les enseignant.es sur l'attribution du budget pour qu'il tienne compte de leur expertise.
- Responsabiliser les parents, afin qu'ils fassent équipe avec l'enseignant.e au lieu de déléguer leur autorité.

Enfin, voici les trois suggestions qui sont apparues comme étant les plus importantes :

- Prioriser le financement adéquat de l'école publique.
- Offrir à l'ensemble des étudiant.es la possibilité d'avoir accès à un projet particulier.
- Valoriser la profession enseignante de toutes les manières possibles.

Compte-rendu de la rencontre de consultation citoyenne de la Mauricie, 24 avril 2024

THÈME 1 : repenser la mission de l'école d'aujourd'hui et de demain

Mesure prioritaire demandée : développer le sens critique chez les élèves

C'est notamment par l'enseignement de la philosophie dès le plus jeune âge qu'on pourrait développer un meilleur sens critique chez les élèves afin qu'ils fassent preuve de plus de compassion, de discernement, de capacité à questionner et à réfléchir. Ce qui pourrait être une façon de s'attaquer à la violence physique et verbale.

THÈME 2 : construire un système d'éducation équitable pour tous les élèves

Mesure prioritaire demandée : on cesse de financer l'école privée, ou on les nationalise

Pour mettre fin à la ségrégation des élèves, les deux idées ont été discutées. En finançant à 100% l'école privée, les participants ont vu l'opportunité de rendre l'ensemble du réseau des écoles privées accessible à TOUS les élèves québécois et leur famille. Une nationalisation de l'école privée, comme c'est le cas en Finlande, permettrait ainsi de rendre disponible à la société québécoise l'ensemble des infrastructures, des ressources, des enseignants et du personnel scolaire. Dans un tel processus, le gouvernement pourrait laisser le choix aux écoles privées d'être intégrées ou non au système public.

THÈME 3 : viser l'inclusion sociale et culturelle de toutes les populations scolaires

Mesure prioritaire demandée : revaloriser l'école québécoise et faire connaître les modèles à succès

Les modèles et les programmes éducatifs non traditionnels et hybrides ne sont pas suffisamment connus et expliqués dans le réseau éducatif québécois. Il faut en parler davantage, notamment en organisant une vaste campagne nationale de communication et d'information auprès de la société. Cette campagne mettra en valeur des modèles réalisés partout au Québec ayant obtenu des résultats en matière de lutte à la violence et à l'intimidation, de protection de l'environnement, d'implication communautaire, etc. Cette campagne publicitaire pourrait également être portée par la voie de porte-paroles significatifs tels que Jeannette Bertrand, Kim Thuy, Jean-Martin Aussant, etc.

Il a aussi été discuté de l'importance d'inclure les parents dans le milieu et dans les décisions, d'ouvrir l'école à la communauté, par exemple en utilisant le modèle reconnu de recherche-action pour la résolution de problèmes communautaires.

L'école devrait avoir les moyens de faire une meilleure place aux élèves en difficulté. Ça prend des équipes, dès le début du primaire, qui interviennent pour motiver les élèves et rattraper les retards.

THÈME 4 : valoriser les compétences professionnelles des personnels scolaires

Mesure prioritaire demandée : attraction et rétention des personnels scolaires

Il est impératif d'agir sur l'attractivité et la rétention des différentes professions liées à l'enseignement et à l'école (enseignants, conseillers pédagogiques, directions, psychologues, personnel professionnel et de soutien, etc.).

Il faut cesser de continuellement dresser un portrait négatif du système d'éducation, car cela pourrait avoir un impact sur les inscriptions dans les programmes en enseignement, ont estimé plusieurs participants.

Il faut également accorder plus d'autonomie et de marge de manœuvre aux personnels scolaires dans la gestion et la prise de décision entourant le modèle éducatif. Favoriser le travail d'équipe et revoir la clause d'ancienneté ainsi que l'affectation des tâches par les directions est une autre mesure qui pourrait avoir un impact positif sur le travail quotidien des enseignants et autres personnels.

Les enseignants quittent devant la lourdeur de la tâche : il faudrait diminuer le nombre d'élèves par groupe et voir à attirer davantage de personnels de soutien (psychologues, psychoéducateurs...)

THÈME 5 : démocratiser toutes les composantes du système scolaire québécois

Mesure prioritaire demandée : assurer une plus grande autonomie dans la gestion et la prise de décision

Les participants ont retenu ici l'idée de la plus grande autonomie et du modèle d'autogestion, soit une école gérée par et pour son milieu : enseignants et parents. Ce modèle est une mesure émergente qui a fait preuve de beaucoup de succès dans les domaines de la santé et dans certaines industries. Les équipes doivent être responsables de mener leur mission ensemble.

Il serait également important de donner plus de responsabilités aux élèves, une mesure qui peut s'avérer très efficace au niveau de la motivation et de la persévérance scolaire.

Mais tant que l'enseignant n'aura pas le droit de s'exprimer publiquement sur ce qui ne fonctionne pas, comment peut-on parler de démocratisation du système scolaire ?

Mise en place d'un comité régional pour la Mauricie

En guise de conclusion, Claude Poudrier a invité les participants à former un comité régional pour Debout pour l'école afin d'assurer la représentativité de la région de la Mauricie.

Les participants étaient en accord, mais ont demandé de mieux connaître le plan d'action et le calendrier de Debout pour l'école avant d'accepter l'invitation. Qu'est-ce que le Livre blanc exactement, quel est son format, ses arguments, comment sera-t-il diffusé et ratifié ?

Le Comité directeur de Debout pour l'école qui se réunira le 14 juin 2024 prochain, devra apporter des clarifications quant au Projet de Livre blanc citoyen sur l'éducation (utilisation du terme livre blanc versus d'autres appellations, contenu, nombre de priorités mises de l'avant, diffusion du document et recherches d'appuis, et de nombreuses autres questions). Le comité se penchera également sur la proposition de tenir un grand rendez-vous national, quelle que soit la formule retenue.

Compte-rendu DES CONSULTATIONS L'ÉCOLE QUE NOUS VOULONS, MAI 2024 Comité de LAVAL par Fikry Rizk

La plupart des participants.es n'avaient pas participé aux forums de 2023. Il fallait leur permettre de s'exprimer avant de recadrer pour obtenir des propositions. Le modèle organisationnel de la consultation n'a pas permis de réduire le nombre de propositions ni de les hiérarchiser. Les participants.es étaient préparés, motivés et engagés.

Le signe X2 ou X3 indique le nombre de fois que l'idée a été soumise par des participants. Ce signe ne représente pas le résultat d'un vote.

Repenser la mission de l'école d'aujourd'hui et de demain

- Réviser la promotion automatique d'un niveau à un autre
- Rendre concret l'apprentissage.
- Réduire le temps d'évaluation au profit du temps d'apprentissage.
- Décloisonner l'école.
- Inclure dans le programme d'étude : Développement global de la personne - la gestion des émotions - l'intelligence émotionnelle - la citoyenneté numérique
- Ouvrir la classe au réseau communautaire
- Le projet éducatif et le code vie, pourquoi chaque école doit s'y pencher si la mission est la même partout ? Beaucoup de temps passé sur des principes de base et des objectifs qui devraient déjà être les mêmes partout. La solution est d'arrêter de se casser la tête, ABOLIR les PEVR (plan d'engagement vers la réussite), le Projet éducatif et le code de vie qui devraient être universels dans toutes les écoles.
- Dans la mission INSTRUIRE ajouter APPRENDRE-CONNAITRE. Pour les directions d'école, apprendre à connaître leur personnel, les accepter, les valoriser, les encourager. Pour les enseignants-es apprendre à connaître les élèves et pour les élèves, développer des intérêts pour apprendre, pour faire des découvertes. Apprendre à se connaître, apprendre le bien-être, avoir du plaisir à fréquenter l'école et y prendre goût. Arrêter de faire de l'école une société de PARAITRE, miser sur le BIENÊTRE physique et mental.
- Dans la mission SOCIALISER introduire des cours de savoir-vivre où l'écoute, les règles de vie, les règles sociales (bien d'autrui, entraide), les débats, la bienséance, l'empathie, le respect de soi, de l'autre, et de l'environnement, citoyenneté et sexualité seraient proposées tout au long du parcours scolaire sans évaluation, mais dans une forme de constat personnel.
- Dans la mission QUALIFIER : Moins d'évaluations sommatives, plus de formatives. Faire un bilan à mi-année et en fin d'année. Évaluer les petits travaux à réaliser et la participation. Développer la pensée créative et le jugement critique afin de devenir des citoyens à part entière, peu importe notre parcours scolaire puisque nous serons tous et toutes passés par le même système PUBLIC d'éducation...ce qui m'amène à l'autre composante.
- Abolir les cotes pour l'admission au cégep. Laisser les étudiants explorer l'univers des possibilités qui s'offrent à eux dans cette étape de leur parcours.

Construire un système d'éducation équitable pour tous les élèves

- X2 Projets particuliers pour tous. Projets particuliers oui, mais mur à mur dans la même école ? À valider avec les personnels de l'école et tenir compte des besoins des élèves – éviter les profils / option bouche-trou - Encadrer les projets particuliers

- Un appareil électronique pour tous lorsque l'approche pédagogique requiert cette technologie.
 - X2 Équilibrer la composition de la classe - Régler la composition de la classe
 - Rétablir les deux services d'autobus pour encourager les élèves dans les projets particuliers et le parascolaire
 - X2 Abolir le financement public de l'école privée - Abolir l'école à trois vitesses
 - X2 Produire une carte scolaire afin que les élèves demeurent dans leur quartier - Appliquer la carte scolaire de L'ÉCOLE ENSEMBLE - Appliquer la carte scolaire de L'ÉCOLE ENSEMBLE
 - Éviter la course entre les écoles en s'assurant que toutes les écoles soient excellentes.
 - Faire du programme régulier, un programme riche en introduisant des cours de développement personnel, de bénévolat dans les milieux, des cours de sauvetage, premiers soins, de gestion de budget, de stages en milieu de travail, dans l'école pour développer un sentiment fort d'appartenance au milieu communautaire, car sinon ça devient le programme de RIEN. Faire des écoles un milieu de vie, libérer des locaux où les jeunes peuvent se retrouver et socialiser en toute sécurité à l'extérieur des heures de classe.
- Viser l'inclusion sociale et culturelle de toutes les populations scolaires
- Ouvrir des classes pour élèves à besoins particuliers lorsque ces derniers sont mal adressés dans la classe ordinaire
 - Augmenter l'offre d'aide aux enseignants pour soutenir les élèves en difficulté.
 - Réduire le nombre d'élèves dans les classes d'accueil pour un meilleur suivi de leur progression
 - Fournir plus d'outils pour les élèves en classe d'accueil, à l'image des élèves en classe de dyslexie, pour soutenir leurs apprentissages.
 - Revoir la composition des classes EHDAA au secondaire où Élèves TC et élèves en diff d'apprentissage y sont mêlés.
 - Élèves EHDAA et élèves atypiques : il faut tenir compte de ces élèves et de leurs besoins.
 - Les plans d'intervention PI au secondaire: Améliorer l'efficacité du traitement des plans d'intervention : le modèle est correct, mais ingérable à cause du nombre élevé de PI / prof. Par ex. : 40 PI / 120 élèves – 70 PI / 120 élèves.
 - Confier la gestion et l'application des PI à un orthopédagogue
 - Soutenir les élèves de la FGA : élèves du sec en échec, avec des besoins non adressés actuellement
 - Au primaire : Faire appel aux services du CLSC, mais le parent doit s'impliquer, pour obtenir l'aide de professionnels : Inégalité face aux services : Trop d'enfants non dépistés au bon moment – des parents refusent que leur enfant soit « diagnostiqué » et se méfient des étiquettes qui resteront collées longtemps. CONSÉQUENCES : Des parents vont payer pour consulter en neuropsychologie au privé – les listes d'attentes sont longues – des professionnels quittent –
 - En premier lieu, il faudrait bien identifier les besoins des élèves et restreindre les inclusions à tout prix et à n'importe quel prix. Cette façon de faire ne sert personne.
 - Pour les élèves identifiés et diagnostiqués, changer les termes trouble d'apprentissage pour profil d'apprenant serait déjà un pas dans la valorisation de l'être humain derrière l'enfant. Éviter d'essayer de faire passer tout le monde dans le même parcours. Permettre à ces élèves

de s'épanouir avec des classes adaptées à leurs besoins particuliers plutôt que le contraire au détriment de tous et d'eux-mêmes en premier lieu. Ouvrir des possibilités.

- Créer des classes de francisation au lieu d'une classe d'accueil, car le but premier est d'apprendre le français aux élèves et inventer des classes d'accueil à la culture québécoise pour les familles pas seulement les enfants. Surtout ne pas classer des élèves diagnostiqués TSA dans ces classes parce que la classe ordinaire est trop difficile pour l'enfant.
- Choix d'une formation professionnelle dès le Secondaire 3 : les élèves sont trop jeunes. Valoriser les compétences professionnelles des personnels scolaires
- X2 Rendre la tâche vivable contribuera à réduire la pénurie - Rendre le métier attrayant, et non seulement par le salaire
- X2 Retirer la surveillance de la tâche des enseignants : l'enseignant peut aider les élèves au lieu de surveiller - Libérer les enseignants des surveillances et prévoir la période de disponibilité pour une meilleure collaboration entre enseignants
- Permettre une rotation des enseignants dans les endroits à surveiller.
- Le gouvernement doit impliquer les enseignants dans la prise des décisions.
- Respecter l'autonomie professionnelle.
- Rendre moins rigides les textes et décisions au sein de la même école.
- X2 Au primaire la tâche de l'enseignant est alourdie par le roulement du personnel aidant. La titulaire doit faire affaire avec trop d'intervenants différents - Stabiliser le personnel d'aide.
- X3 Stabiliser les personnels dans les écoles Le taux de précarité est trop élevé, le personnel change d'école trop souvent d'une année à l'autre. - Manque de stabilité pour les enseignants- % élevé de statuts précaires : ACCORDER DES PERMANENCES
- X5 Tenir compte des recommandations des enseignants concernés (classe d'accueil, mesures d'appui) dans les décisions pédagogiques. Être à l'écoute des enseignants pour : classement des élèves – équilibrer les groupes – rigueur dans le classement des élèves – règles de passage 6e vers sec 1 - Prendre en compte les avis des personnels scolaires avant chaque décision pédagogique - Respecter l'autonomie professionnelle et être à l'écoute - Faire preuve d'ÉCOUTE et de RESPECT de la part des dirigeants. Ne pas prendre le personnel pour acquis même si différent. Pratiquer l'inclusion et la différenciation - Tenir compte de l'expérience des enseignants-es et des intervenants-es du milieu pour déterminer l'orientation scolaire des élèves classés au régulier, mais qui ont de grands besoins au lieu de faire venir des gens du centre de services pour juger.
- Utiliser les journées pédagogiques à des fins de collaboration entre enseignants.
- X2 Maintien du mentorat avec la libération du mentor - Rétablir le mentorat avec libération dans la tâche, là où ce modèle a été aboli lors des négociations de 2024
- Aide à la classe : doit être qualifiée et non imposée et se faire en collaboration avec l'enseignant. SUGGESTION pour le primaire : parents ou autres personnes payées pour aider aux corrections, sorties. Pas de modèle mur à mur, souplesse et respect du milieu et ses besoins - Aide à la classe : peut-être, mais de l'aide aux élèves en difficulté qui ne fonctionnent pas comme la majorité aurait été plus approprié.
- Formation des NLQ : grandes lacunes, non adaptées à leur situation
- Diminuer le nombre d'élèves par classe
- Au primaire :

- Réduire le nombre d'évaluations. Présentement elles sont trop nombreuses et faussent le rapport à l'école- anxiété chez les enfants – amène les parents à mettre la pression sur les enfants – amène un esprit de compétition
- Passer de TROIS bulletins à DEUX. Il n'est pas nécessaire d'évaluer toutes les compétences – cela réduira « l'enseignement pour l'examen »
- Informer les parents sur plusieurs sujets (devoirs, collation santé, ...) afin de réduire le nombre de courriels et la gestion de la classe DOJO
- PROGRAMME Au primaire : Anglais intensif : S'assurer que la partie en anglais traite aussi d'autres matières telles que l'univers social.
- Classes multiniveaux : Non ! Pas avant la 5e et 6e année du primaire
- Soutenir les enseignants lors des cas de violence à l'école : souvent les enseignants sont laissés à eux-mêmes
- Diminuer la charge de travail des enseignants : Prioriser la santé mentale et physique des enseignant(e)s afin d'éviter l'épuisement professionnel et ses conséquences sur les apprentissages et la réussite scolaire des élèves.

Démocratiser toutes les composantes du système scolaire québécois

- Abolir le principe que tout se passe du haut vers le bas – retirer le PL23 – Loi 40 à modifier- pas CA qui a peu de pouvoirs - la situation actuelle n'est plus tenable.
- Devoir de loyauté : SUGGESTION : avoir une boîte de sondage anonyme pour que les personnels nomment les situations d'intérêt public de manière constructive – pas par courriel, mais avec un numéro unique comme lors d'élections à distance. – être à l'écoute des personnels et des PRÉCAIRES - les consultations anonymes organisées par les écoles doivent être publiées deux fois par année pour que les enseignants voient l'effet de leurs recommandations. Rendre ces consultations anonymes (ne pas se connecter par ton adresse du CSS par exemple), pour permettre aux enseignants de pouvoir s'exprimer sur tout. Devoir de Loyauté au CPEP au sec. : selon l'école c'est différent.
- Sonder les besoins et les intérêts des élèves surtout au secondaire : heure de début, diner et fin des classes.
- Valoriser les parents comme les premiers éducateurs de leurs enfants et pour ceux qui s'impliquent dans le CÉ, leur offrir une base de formation puisqu'ils ont de larges responsabilités et ne le savent pas pour la plupart. Et j'irais même jusqu'à impliquer les élèves dans les décisions politiques de l'école.
- Travailler en collaboration étroite avec le système de santé qui autrefois était dans les écoles

Autres propositions intéressantes

1. Formation à l'enseignement : Plusieurs profs d'université sont déconnectés de la réalité scolaire. Ils devraient aller dans les écoles.
2. Au primaire : Revoir ou abolir le système d'émulation par récompense : temps d'ordi – friandises, etc.
3. Au primaire : Écrire le référentiel des compétences avec du vocabulaire accessible aux enfants afin qu'ils l'utilisent.
4. Travailler sur la motivation des élèves et sensibiliser les parents qui ne parlent pas le français à l'importance d'apprendre cette langue afin qu'ils puissent faire le suivi auprès de leurs enfants.

5. Pourquoi ne pas garder les directions dans les classes en offrant le même salaire que les enseignants-e-s? Comment garder les directions d'école dans les classes pour contrer la pénurie de personnel ? Avoir des personnes sur le plancher en tout temps pour l'administration, mais surtout les parents et les élèves.

Compte-rendu de la rencontre comité des Laurentides, Consultation L'école que nous voulons

Mise en contexte

Ce rapport fait suite aux forums provinciaux *Parlons éducation* (2023), ainsi qu'aux mouvements de grève dans le secteur de l'éducation qui ont suivi ces forums. En ce sens, ce rapport s'inscrit dans la continuité de la réflexion collective issue des forums, telle que présentée dans la synthèse des forums. Les objectifs de ce rapport sont les suivants.

Objectif général :

- 1) Cibler les recommandations à mettre en œuvre pour améliorer le système d'éducation québécois.

Objectifs spécifiques :

- 1) Hiérarchiser les recommandations issues de la synthèse des forums ;
- 2) Proposer des recommandations opérationnelles.

Méthodologie

Un questionnaire a été conçu sur la base des principales idées qui se sont dégagées de la synthèse des forums. Les idées ont été organisées par thème en cinq blocs de quatre ou cinq questions, chacun comportant un espace pour les commentaires. Chaque bloc de questions se terminait par une question demandant à l'utilisateur·rice de classer par ordre de priorité l'idée la plus importante du bloc. À la toute fin, la même priorité était demandée pour les cinq blocs. Le questionnaire a été envoyé à partir de la liste de diffusion ($N = 127$) du forum *Parlons éducation* dans les Laurentides. Au total, 16 personnes ont répondu au questionnaire. Une réunion pour discuter des résultats du questionnaire était prévue, mais a été annulée en raison du faible nombre d'inscriptions. Cette réunion était destinée à des discussions sur l'opérationnalisation.

L'analyse des résultats s'est fondée sur le niveau d'accord pour chaque question. Les idées ont été réparties en cinq groupes en fonction de leur degré d'accord. La même analyse a été effectuée pour les commentaires. Les résultats de l'analyse ont par la suite été comparés aux questions de priorisation pour chaque bloc et pour l'ensemble du questionnaire.

Résultats

Dans l'ensemble, il existe un consensus assez fort sur l'ordre de priorité des idées issues de la synthèse des forums.

Les écarts entre les participants semblent être de deux types principaux. Le premier est lié au manque de convergence quant aux concepts employés, conduisant à des considérations différentes pour une même idée. Le second tient à des dissonances entre les sections. Par exemple, la nécessité de remettre l'élève au cœur de la mission de l'école est ressortie très fortement, mais les groupes sociaux à privilégier pour plus d'équité ne sont pas les mêmes pour tous, dans l'ordre d'importance : les élèves immigrant·e·s, les élèves en situation de handicap, les élèves de la formation professionnelle et les élèves des Premiers Peuples.

Discussion

Voici la priorité de chaque section :

Bloc 1 : La nécessité de replacer l'élève au cœur de la mission de l'école.

Bloc 2 : Le traitement équitable des élèves/la remise en question de la quête de l'excellence à tout prix.

Bloc 3 : L'accueil des élèves nouvellement arrivé·e·s au Québec.

Bloc 4 : L'amélioration des conditions d'emploi et de l'organisation du travail.

Bloc 5 : La révision de la Loi 40 diminuant la démocratie scolaire.

Voici deux thèmes prioritaires parmi tous les blocs :

Thème 1 : Repenser la mission de l'école d'aujourd'hui et de demain.

Thème 2 : Construire un système d'éducation équitable pour tou·te·s les élèves.

Les résultats indiquent un consensus assez fort sur les priorités issues de la synthèse des forums. Les résultats répondent donc à l'objectif spécifique 1. En ce qui concerne l'objectif spécifique 2, les commentaires ne permettent pas d'identifier les moyens d'opérationnaliser les priorités. Globalement, les commentaires indiquent un niveau de désaccord modéré quant aux moyens de mettre en œuvre les priorités. Au-delà du flou conceptuel lié à l'utilisation d'un questionnaire, il semble qu'il y ait là un enjeu fondamental. Il est possible que les thèmes de la synthèse soient des idéaux conceptuels difficiles à réifier.

Recommandations

Afin d'opérationnaliser les idées en recommandations, trois actions sont nécessaires afin de répondre aux enjeux émergents et complémentaires à partir des résultats :

- 1) Associer les idées à des acteurs (c'est-à-dire qu'il doit y avoir des responsables de la mise en œuvre de chaque idée).
- 2) Redéfinir les rôles des acteurs. Dans le prolongement de la recommandation 1), il semble nécessaire de repenser les rôles des acteurs pour s'assurer que l'adéquation entre les idées et les responsabilités puisse être concrétisée.
- 3) Élargir la responsabilité du développement global de l'élève à l'équipe-école. Pour que ces idées deviennent opérationnelles, nous devons repenser la responsabilité du développement global de l'élève, afin que l'ensemble de l'équipe scolaire puisse jouer un rôle plus important à cet égard, cela visant à réduire la charge qui pèse sur les enseignant·e·s.

Debout pour l'école – Questionnaire

1. La nécessité de replacer l'élève au cœur de la mission de l'école

L'école doit passer d'un modèle de reproduction des inégalités sociales à un modèle d'incubateur de changements sociaux dont la visée est le développement personnel, l'émancipation et la formation de citoyen·ne·s critiques.

2. La nécessité de décloisonner les matières scolaires

Les disciplines enseignées sont trop compartimentées et il est nécessaire de les décloisonner, notamment au secondaire.

3. Le besoin de renforcer les liens de l'école avec son milieu

Il faut repenser l'école pour qu'elle développe des liens plus étroits avec son milieu (ex. : accorder une place plus grande à la culture, aux arts, aux sports, voire à des activités à l'extérieur de l'école).

4. Le développement des compétences langagières

Le développement des compétences langagières des élèves relève d'une responsabilité partagée par tous les personnels scolaires et doit être privilégié et renforcé.

5. Parmi les idées énoncées, laquelle est la plus importante pour vous ?

La nécessité de replacer l'élève au cœur de la mission de l'école	9
La nécessité de décloisonner les matières scolaires	0
Le besoin de renforcer les liens de l'école avec son milieu	3
Le développement des compétences langagières	4

6. Le traitement équitable des élèves

Le statut social ne doit pas influencer la qualité de l'éducation à laquelle les élèves sont en droit de bénéficier.

7. L'abolition du financement public de l'école privée

Le financement public de l'école privée doit cesser.

8. Le remise en question de la quête de l'excellence à tout prix

L'école n'est pas seulement un lieu de formation des élites ; elle doit aussi être un lieu d'exploration permettant aux élèves de s'ouvrir aux univers artistique, sportif et intellectuel.

9. La révision de la carte scolaire par quartier

Nous devons placer le principe d'une école de proximité pour chaque quartier au premier rang de nos priorités, en symbiose avec les autres ressources locales.

10. Le soutien aux pratiques d'inclusion scolaire

Les fondements et l'efficacité des pratiques et des politiques d'inclusion scolaire actuelles doivent être soutenus et renforcés.

11. Parmi les idées énoncées, laquelle est la plus importante pour vous ?

Le traitement équitable des élèves	5
L'abolition du financement public de l'école privée	4
La remise en question de la quête de l'excellence à tout prix	5
La révision de la carte scolaire par quartier	1
Le soutien aux pratiques d'inclusion scolaire	1

12. L'inclusion et la valorisation de la culture des élèves des Premiers Peuples

Il faut partir des besoins et des attentes de ces élèves et de leurs parents, les écouter et les inclure davantage dans les processus décisionnels à tous les niveaux du système éducatif.

13. L'accueil des élèves nouvellement arrivé·e·s au Québec

Il est important de favoriser la mixité sociale dans les quartiers et les écoles, et de réduire les disparités de services entre les centres urbains et les régions.

14. La prise en compte des élèves en situation de handicap ou ayant des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage

Nous devons revoir la formation du personnel enseignant et encourager les méthodes pédagogiques innovantes en la matière.

15. La valorisation de la formation générale des adultes (FGA)

Le personnel enseignant et le personnel de soutien de la FGA ont besoin de reconnaissance et de moyens afin d'adapter leurs enseignements aux diverses façons d'apprendre, de mieux connaître les profils des élèves et de suivre les dossiers de la formation générale à la FGA.

16. La valorisation de la formation professionnelle (FP)

En FP, nous devons développer des méthodes d'enseignement différenciées et obtenir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des jeunes en difficulté.

17. Parmi les idées énoncées, laquelle est la plus importante pour vous ?

L'inclusion et la valorisation de la culture des élèves des Premiers Peuples	1
L'accueil des élèves nouvellement arrivé·e·s au Québec	9
La prise en compte des élèves en situation de handicap ou ayant des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage	3
La valorisation de la formation générale des adultes (FGA)	0
La valorisation de la formation professionnelle (FP)	3

18. L'adaptation de la formation initiale et continue aux besoins des personnels scolaires

Il s'agit de promouvoir une formation initiale mieux adaptée aux besoins réels afin de soutenir la valorisation de la profession enseignante, de libérer du temps de travail à des fins de perfectionnement et d'offrir une formation continue améliorée répondant aux besoins de tous les personnels scolaires.

19. L'amélioration des conditions d'emploi et de l'organisation du travail

L'idée est d'augmenter le salaire à l'entrée, de diminuer le nombre d'échelons de l'échelle salariale et de privilégier l'octroi de tâches pleines pour lutter contre la précarité d'emploi. De plus, les directions doivent être plus transparentes et les personnels doivent véritablement participer aux décisions.

20. La valorisation de l'autonomie professionnelle

Il faut revoir la gestion axée sur les résultats et la remplacer par une gestion axée sur l'être

humain (ex. : des paramètres de tâches annuelles connus à l'avance, un horaire plus flexible incluant davantage de congés, de retraites progressives, de réductions de tâches).

21. L'amélioration des conditions de travail

Il est nécessaire de diminuer le nombre d'élèves par classe ainsi que de revoir les consignes et l'imputabilité face à la violence de quelques élèves et parents.

22. La révision des priorités du financement selon les besoins du milieu

Il faut revoir la gestion du financement orientée vers la réalisation de mesures ciblées et favoriser la gestion du financement répondant aux besoins identifiés par le milieu.

23. Parmi les idées énoncées, laquelle est la plus importante pour vous ?

L'adaptation de la formation initiale et continue aux besoins des personnels scolaires	4
L'amélioration des conditions d'emploi et de l'organisation du travail	6
La valorisation de l'autonomie professionnelle	2
L'amélioration des conditions de travail	1
La révision des priorités du financement selon les besoins du milieu	3

24. La révision de la Loi 40 diminuant la démocratie scolaire

Il s'agit de repenser les objectifs de centralisation et la dimension autoritaire que promeut la Loi 40.

25. La révision de la gouvernance centralisée créant une gestion rigide

Nous devons revoir le principe voulant que les CSS doivent se conformer aux plans stratégiques décidés par le gouvernement.

26. La valorisation du rôle des parents, des élèves et des citoyens au sein des CSS

Il faut revoir le modèle des CSS qui laisse peu de place aux acteurs scolaires et qui se révèle pire que l'ancien modèle des commissions scolaires.

27. La promotion d'une gouvernance scolaire plus décentralisée

Il s'agit de promouvoir une forme de gouvernance scolaire plus décentralisée.

28. La réduction du nombre de paliers administratifs pour une gouvernance plus agile

Nous devons simplifier le système scolaire et limiter le nombre de paliers d'administration pour donner plus de pouvoir aux écoles et aux municipalités.

29. Parmi les idées énoncées, laquelle est la plus importante pour vous ?

La révision de la Loi 40 diminuant la démocratie scolaire	5
La révision de la gouvernance centralisée créant une gestion rigide	1
La valorisation du rôle des parents, des élèves et des citoyens au sein des CSS	2
La promotion d'une gouvernance scolaire plus décentralisée	4
La réduction du nombre de paliers administratifs pour une gouvernance plus agile	4

30. Parmi les cinq thèmes, lequel est le plus important pour vous?

Thème 1 - Repenser la mission de l'école d'aujourd'hui et de demain	7
Thème 2 - Construire un système d'éducation équitable pour tous les élèves	6
Thème 3 - Viser l'inclusion sociale et culturelle de toutes les populations scolaires	1
Thème 4 - Valoriser les compétences professionnelles des personnels scolaires	1
Thème 5 - Démocratiser toutes les composantes du système scolaire québécois	1

Fait par David Lefrançois

Rencontre comité Lanaudière, Fabien Torres

Mobiliser les parents

- Capter les enjeux qui touchent les parents
- S'assurer qu'ils sont consultés souvent
- Engager une firme indépendante qui consulte tout le monde pour faire des recommandations d'amélioration. Un peu comme un système d'accréditation ou d'agrément pour chaque école comme cela se fait pour les établissements de santé. Cela se fait de façon constructive dans un esprit d'amélioration continue et implique toutes les composantes concernées: personnel, gestionnaires et usagers etc.
- Organiser des forums populationnels dans les milieux scolaires pour inviter et expliquer à la population les enjeux et les difficultés. Cela s'est fait en santé.
- inviter à la création d'association de parents qui défendent l'éducation. Comme les comités d'usagers. L'impression est que les comités de parents n'ont pas vraiment de marge de manœuvre.
- Une campagne de communication "Saviez-vous que" pour dénoncer ce qui ne marche pas en éducation.

États généraux vision 2030

- S'assurer d'une représentation de chacune des régions.
- Un engagement à la fin. Que chaque parti politique se positionne dessus.
- S'assurer que les enseignants en poste puissent participer.
- aller voir des réseaux des collectifs des partenaires en développement des communautés

Et le milieu municipal

Et créer des liens formels avec le milieu de la santé et le milieu communautaire

Organisation scolaire :

- Maintenir des projets éducatifs pour chaque élève
- Des périodes libres avec des profs pour faire des récupérations mais aussi d'autres activités, discussions, et aussi pour aérer l'horaire.
- Commencer la journée avec de l'éducation physique. S'inspirer des meilleurs programmes et formules des écoles régulières, alternatives, en nature, etc.
- Comment développer autonomie et initiative chez les élèves ?

Rapport final de la rencontre de consultation de Chaudière-Appalaches

UQAR, Campus de Lévis, local 3008, le mardi 28 mai 2024, 18 h; 17 personnes présentes

Compte-rendu fait par G. Ste-Marie, S. Roy-Mercier et J. Beaudoin

1. Préambule

Le 28 mai 2024 dernier, 17 personnes se sont réunies à l'invitation du Comité régional de Chaudière-Appalaches pour Debout pour l'école afin de mener une rencontre de consultation sur la thématique de L'école que nous voulons.

Au moment d'écrire ces lignes, le Comité régional de Chaudière-Appalaches était formé de Sandra Roy-Mercier, Josée Beaudoin, Jean Bernatchez (en appui et non formellement sur le comité), et Gabrielle Ste-Marie. Cet été, la possibilité de recruter davantage de membres sur le comité sera discutée. Bien que motivés par la volonté de s'engager dans la démarche consultative de Debout pour l'école, les membres sont d'avis que la tâche aurait nécessité davantage de ressources, humaines principalement, afin de prendre en charge la planification de la consultation et de son animation, la mise en place d'outils comme le formulaire en ligne, le traitement des réponses reçues dans le questionnaire, les invitations, les suivis et la rédaction du rapport de rencontre,

2. Résumé de la démarche

En amont de la rencontre de consultation, le Comité régional de Chaudière-Appalaches a d'abord réalisé un exercice virtuel de réflexion sur des solutions aux principaux problèmes en éducation. L'idée était d'amorcer un premier processus de réflexion avant même que les participants se rencontrent.

Quinze répondants ont fait parvenir des idées par voie électronique. Ces données ont ensuite été traitées dans un document synthèse et regroupées par thématiques. Ce document a été envoyé par infolettre lors des invitations à la rencontre de consultation et devait servir de préambule à l'exercice de priorisation.

Une rencontre de consultation a ainsi été organisée le mardi 28 mai 2024, au campus de Lévis de l'UQAR, réunissant dix-sept personnes. Durant la première heure et demie, les participants ont été invités à parler de leur vision de l'école idéale. Dans la dernière heure, il leur a ensuite été demandé d'énumérer les cinq principaux thèmes qu'ils jugeaient prioritaires. Malgré que plus de temps aurait été nécessaire afin de procéder à l'exercice d'affinage et de priorisation des priorités à mettre en place, il a quand même été possible de dégager quatre thèmes jugés prioritaires.

La principale limite à la démarche de consultation menée par le Comité de Chaudière-Appalaches fut le taux de participation. Comme ailleurs dans les autres régions, la consultation n'a pas attiré les foules, mais il faut aussi se questionner sur les méthodes employées pour inviter et faire connaître la consultation dans les réseaux. Les invitations se sont basées sur un canal unique, soit la liste des participants au forum Parlons éducation 2023. Dans ce contexte, le taux de présence apparaît pas mal moins surprenant. Davantage d'efforts auraient pu être consacrés à faire circuler des invitations dans différents réseaux, associations et groupes impliqués en éducation. Des efforts auraient aussi pu être

mis sur les canaux médiatiques, par l'entremise d'un communiqué de presse à des médias locaux ciblés et par des invitations ciblées sur les réseaux sociaux.

3. Revendications principales

La section suivante présente les quatre solutions qui ont recueilli le plus d'appuis parmi les participants, et qui, par conséquent, étaient les plus consensuelles. Ce sont les solutions jugées prioritaires pour améliorer le système d'éducation.

3.1. Priorité 1 : donner du SENS à l'école

C'est le thème qui est de loin apparu le plus important aux yeux des participants. La recherche de sens et de cohérence est un excellent véhicule vers une plus grande motivation. Il faut revaloriser l'école afin qu'elle soit inspirante et engageante. En donnant plus de sens à l'école, les jeunes, les parents et la communauté vont apprendre et réapprendre à l'aimer.

Redonner du sens à l'école, ce serait de demander aux enfants ce qui est réellement important pour eux. On devrait construire la mission de l'école sur ce qui intéresse réellement les enfants, et à partir de là greffer les apprentissages. On demande trop souvent l'avis des parents, des décideurs, mais jamais aux enfants.

Le plaisir d'être à l'école, ça peut se faire aussi par le contenu, notamment par une plus grande place aux arts et à la musique, mais aussi en intéressant l'enfant à l'école dès son plus jeune âge.

Pour que l'école soit inspirante et engageante, elle doit inviter l'élève à s'impliquer, à se responsabiliser, notamment par un plus grand rôle à jouer dans la prise de décisions et dans la mise en place de règles. L'école doit aussi être sécurisante.

L'école invite l'élève à dialoguer et à faire preuve de compassion et d'esprit critique, notamment par l'enseignement de la philosophie dès un jeune âge. L'élève fait ainsi preuve d'auto-motivation et de sens commun.

Donner du sens à l'école, ça implique de prendre le temps : il faut du temps pour que les compétences se développent. Ainsi, il semble qu'il faille diminuer la quantité de contenus pour donner aux élèves le temps de les apprendre pour qu'ils puissent ensuite développer leurs compétences.

3.2. Priorité 2 : une école qui permet l'ÉPANOUISSEMENT des élèves et des enseignants

L'épanouissement, c'est de cultiver le bonheur d'apprendre, de socialiser et d'être utile. C'est la seconde priorité développée par les participants. Par épanouissement, nous entendons de faire évoluer l'enfant derrière l'élève et la personne derrière l'enseignant afin d'espérer le développement global de chacun.

L'épanouissement des élèves, c'est aussi de valoriser les forces et les intérêts propres à chacun. En valorisant chacun des élèves selon ses compétences propres, nous aurions une école beaucoup plus inclusive, où TOUS les élèves y trouveraient du plaisir, pas seulement ceux qui éprouvent de la facilité ou ceux qui sont davantage soutenus par leurs parents. Pour former une génération de jeunes qui valorisent l'école, il faut cesser de la voir comme un lieu où tous les élèves doivent suivre le même modèle, cantonnés dans le même genre de classe avec le même genre d'horaire et les mêmes activités que ce que faisaient leurs parents.

3.3. Priorité 3 : une école au cœur de sa COMMUNAUTÉ

L'école doit s'ouvrir à sa communauté en permettant une plus grande relation entre l'élève, l'école, la communauté et les parents.

Il faut décloisonner l'école, y inviter davantage les parents et les organismes locaux, de façon à favoriser des apprentissages et des valeurs connexes non traditionnellement enseignées à l'école.

3.4. Priorité 4 : faire évoluer l'ÉVALUATION

La plupart des participants étaient d'avis qu'il fallait revoir en profondeur les mécanismes d'évaluation et ont contesté la pertinence d'évaluer les élèves au primaire. L'évaluation, tel qu'elle fonctionne présentement, n'est pas au service de l'apprentissage. Elle favorise inutilement la performance et génère trop d'anxiété, chez les élèves comme chez les enseignants. Néanmoins, il faut trouver une façon d'évaluer autrement les enseignements.

Les apprentissages doivent être basés sur autre chose que l'évaluation, afin d'évaluer ce qui est réellement important (le savoir-vivre, le sens critique, le bon jugement, les capacités sociales, etc.). On veut ainsi valoriser les apprentissages avant l'évaluation.

Il faut que les enseignants évaluent moins, mais mieux, ce qui favoriserait, par le fait même, l'épanouissement des élèves. En étant évalués de façon à ce qu'on leur montre où sont leurs défis et ce qu'ils doivent faire pour s'améliorer, plutôt que simplement en recevant une note, les élèves verraient sans doute le plaisir d'apprendre et non seulement le résultat qu'on leur donne dès leur plus jeune âge, avec une étiquette qu'ils se collent eux-mêmes : bons ou pas-bons à l'école.

Un autre avantage à revoir l'évaluation serait de réduire la lourdeur de la tâche des enseignants. En effet, l'une des raisons pour lesquelles la tâche des enseignants est si lourde, c'est qu'ils n'en finissent plus de corriger, d'annoter, de donner de la rétroaction. Il faudrait qu'ils évaluent moins, mais mieux, ce qui favoriserait, par le fait même, l'épanouissement des élèves. En étant évalués de façon à ce qu'on leur montre où sont leurs défis et ce qu'ils doivent faire pour s'améliorer, plutôt que simplement en recevant une note, les élèves verraient sans doute le plaisir d'apprendre et non seulement le résultat qu'on leur donne dès leur plus jeune âge, avec une étiquette qu'ils se collent eux-mêmes : bons ou pas-bons à l'école.

ANNEXE 1

Liste des présences à la rencontre du 28 mai 2024

Participants	Comité organisateur
Daniel Le Bail	Gabrielle Ste-Marie
Marc Grenier	Jean Bernatchez
Monique Dallaire	Josée Beaudoin
Françoise Fleury	Sandra Roy-Mercier
Mijanou Roy	
Martine Bélanger	
Renaud Blais	
Isabelle Pontbriand	
Monique Careau	
Hélène Nolin	
Séverine Parent	

ANNEXE 2

Hierarchisation de l'ensemble des priorités votées par les participants à la rencontre du 28 mai 2024

1. Donner du SENS à l'école (11 votes)
2. Une école qui permet l'ÉPANOUISSMENT des élèves et des enseignants (9 votes)
3. Une école au cœur de sa COMMUNAUTÉ (7 votes)
4. Faire évoluer l'ÉVALUATION (5 votes)
5. Développement global (4 votes)
6. Société apprenante (4 votes)
7. Dépolitiser l'école (4 votes)
8. Miser sur le 0-5 an (4 votes)
9. Cohérence des valeurs (3 votes)
10. Valoriser les progrès pas le résultat (2 votes)
11. Structures plus flexibles pour l'enseignant (2 votes)
12. École humanisante (2 votes)
13. Mixité (1 vote)
14. Une école idéalisée (1 vote)
15. Beauté et sens esthétique (1 vote)
16. Performance (1 vote)
17. L'enfant = le point de départ (1 vote)
18. Sentiment d'appartenance à l'école (1 vote)
19. Rêve, amour (1 vote)
20. Éviter des solutions murs à murs (1 vote)

ANNEXE 3

Compte rendu des discussions de la rencontre du 28 mai 2024

Thème : intéresser l'enfant à l'école dès son plus jeune âge

Il faut d'abord intéresser l'enfant à l'école, et il faut miser sur le 0-5 an. À l'âge de 6 ans, il est trop tard.

Thème : ouvrir l'école à sa communauté

Je vois une école ouverte à sa communauté et dans laquelle les parents sont invités à participer aux activités que les intervenant. e. s scolaires proposent. Créer des activités (programme écoréussite), pour dé diaboliser le rapport des parents envers l'école. Inviter la communauté dans l'école.

L'école, c'est un peu comme la nouvelle église des communautés. Faire de l'école le centre de sa communauté. Le magasinage d'école, ça fait en sorte que les gens ne s'attachent plus à l'école et à leur quartier/communauté.

Décloisonner l'école et impliquer les parents. Les apprentissages ne doivent pas se faire uniquement à l'école. Il faut responsabiliser l'ensemble de la communauté.

Thème : plus de place aux arts et à la musique

Il faut plus de musique et d'arts dans les écoles. Les bienfaits sociaux de la pratique musicale à l'école sont immenses, pour intéresser les enfants à la culture populaire, à l'identité. C'est plus qu'un cours de flute à bec, mais surtout des retombées au niveau des capacités cognitives.

Thème : responsabilité parentale dans l'éducation

Plusieurs participants ont présenté des opinions divergentes quant à l'implication des parents dans l'école et leur rôle dans la réussite scolaire de l'enfant.

Pour certains, l'école, ça commence à la maison, et l'implication du parent dans le parcours de l'élève est primordiale. Dans de nombreuses familles, les parents sont trop souvent désintéressés et n'apprennent pas à l'enfant l'importance de l'école. L'école, c'est parfois une montagne d'exigences et de responsabilités parentales qui mène à leur désengagement. Certains participants ont avancé l'idée de travailler directement avec l'enfant afin de le mobiliser et le motiver.

Pour d'autres, il y a un risque de dérive en invitant trop les parents à s'impliquer. Ils ont même contesté la nécessité de demander aux parents de s'investir dans l'école. Selon eux, combien de parents ont réellement le temps de s'investir, de participer aux réunions et aux différents suivis. La réussite d'un enfant est-elle réellement tributaire de l'investissement du parent ? Pour certains, non, car beaucoup d'enfants issus de milieux défavorisés ou de familles non instruites réussissent.

Thème : mixité sociale

L'idée générale des discussions allait dans le sens que l'école idéale devrait faire vivre la mixité, qui devrait abattre les barrières.

De plus, il faut éviter de faire en sorte que l'école ne soit centrée que sur sa communauté, surtout si elle est située en milieu défavorisé. Il est important que les élèves puissent développer un sentiment d'appartenance à leur milieu tout en ouvrant leurs horizons.

Thème : réapprendre à aimer l'école

Les jeunes, les parents et la communauté doivent réapprendre à aimer l'école. Il faut que l'école soit aimée. Le plaisir d'être à l'école, ça peut se faire aussi par le contenu. Il faut des enseignants qui stimulent la découverte et le nouveau. Il faut que ça rejoigne ce que vivent les jeunes actuellement et dans leur vie.

Pour plusieurs participants, le contenu et la matière enseignée sont trop peu basés sur les intérêts de l'enfant. Les apprentissages devraient être davantage construits sur les intérêts et les forces des élèves.

Impliquer les jeunes dans la mise en place des règles peut avoir un effet surprenant dans sa compréhension et son respect du cadre d'apprentissage.

Une notion largement discutée a été celle de « prendre le temps » d'apprendre. Les participants rêvent d'une école où on prend le temps d'apprendre et de développer une compétence, en diminuant le contenu et autres apprentissages qui n'ont pas leur place à l'école.

L'école idéale est un lieu où on a envie d'apprendre et qui nous offre une large vision du monde et de ce qu'il est possible de faire, même lorsque nos champs d'intérêt ne sont pas encore complètement développés.

Thème : Réévaluer la place de l'évaluation

La question de l'évaluation et de la surévaluation a été largement contestée par les participants, qui ont notamment cité le cas de la Finlande, où les enfants ne sont pas évalués au primaire. Les participants souhaitent une école basée sur autre chose que les évaluations, ou encore que l'objet de ce qui est évalué soit revu, afin d'évaluer ce qui est réellement important, par exemple le vivre ensemble.

Thème : l'apprentissage du français et sa compréhension

Les participants ont discuté de l'importance de prioriser l'enseignement du français. Autant en ce qui a trait à la compréhension et à l'écriture d'un texte que pour la communication orale. Par ailleurs, pour pouvoir faire du français une priorité, il faut faire de l'enseignant de français une priorité, car c'est sur ses épaules que reposent tous les autres apprentissages. Il faut donner du temps aux enseignant.es qui doivent enseigner la maîtrise de la langue, du temps pour BIEN s'y préparer, et du temps pour donner de la rétroaction aux élèves.

Thème : épanouissement des élèves et des enseignants

Ici, les participants ont formulé leur vision d'une école idéale dans laquelle l'enseignant et l'élève s'épanouissent. Ils ont notamment évoqué le phénomène du décrochage chez les nouveaux enseignants, où les taux sont alarmants.

Un enseignant qui s'épanouit et qui exerce sa profession dans de bonnes conditions a un potentiel énorme sur l'épanouissement de l'élève et son développement personnel.

Il faut aussi valoriser les structures autour de l'enseignant afin de mettre en place davantage de collaboration entre les différents personnels.

D'autres problèmes ont été montrés du doigt par les participants, notamment l'évaluation faite des enseignants et la culture de compétition qui règne parfois dans les écoles entre les enseignants.

Quant à l'épanouissement des élèves, c'est aussi de valoriser les forces et les intérêts propres à chacun. Tous les enfants n'ont pas les mêmes forces et compétences, il faut valoriser ce qui est propre à chacun.

Thème : la philosophie chez les jeunes élèves et la capacité à dialoguer

Un participant a discuté des bienfaits de l'enseignement de la philosophie chez les élèves, dès un très jeune âge et de son potentiel à développer la capacité du jeune à dialoguer, mais également d'autres compétences sociales comme le savoir-être, la compassion, l'empathie, l'introspection. L'enseignement de la philosophie et son pouvoir sur le développement de ces capacités sociales a un impact sur les apprentissages classiques.

Thème : Une école inspirante et engageante (revaloriser l'école)

Association des personnes retraitées de la FAE

Notes rencontre debout pour l'école par Stéphane Deslauriers

Interventions en lien avec les deux questions posées en début de rencontre :

Première intervenante en présence :

- Idée principale : remettre l'enfant au centre des préoccupations.

Deuxième intervenante en présence :

- Idée principale : revoir, redéfinir et réaffirmer la fonction de l'école.

Troisième intervenant en présence :

- Idée principale : l'intégration à tout prix de tous genres d'élèves ne répond pas aux besoins spécifiques de certains d'entre eux.

Quatrième intervenante en présence :

- Idée principale : favoriser la réussite des enfants dont les capacités d'apprentissages sont plus lentes en créant, peut-être, une année supplémentaire avant de faire le saut au secondaire, plus particulièrement.

Première intervenante en visioconférence :

- Idée principale : le ministère de l'Éducation devrait se rapprocher de ce qui se passe réellement dans les classes et l'intervenante insiste sur l'importance de l'apprentissage du « vivre-ensemble ». Elle aussi dénonce l'école à trois vitesses.

Deuxième intervenante en visioconférence :

- Idée principale : renégocier les ententes syndicales en remettant en question les privilèges liés à l'ancienneté afin de favoriser des équipes-écoles fortes, repenser les programmes afin d'y inclure plus de savoir-être (santé mentale, réseaux sociaux, gestion financière, etc.), augmenter les contacts entre la formation professionnelle et la formation générale et revoir la gestion des écoles avec une approche horizontale.

Troisième intervenante en visioconférence :

- Idée principale : la pénurie de personnel est un grave problème, ramener le baccalauréat à trois ans plutôt que quatre ans.

Cinquième intervenante en présence :

- Idée principale : SON INAUDIBLE DANS LA VIDÉO

Sixième intervenante en présence :

- Idée principale : repenser la mission de l'école publique d'aujourd'hui et de demain et en déterminer aussi ses limites, doit-on former des travailleurs, citoyens ou l'élite de demain ?

Septième intervenant en présence :

- Idée principale : dénote une méconnaissance de la formation professionnelle dans le système actuel, les parents voient encore la formation professionnelle comme un cul-de-sac pour leurs enfants, la formation des profs devrait être bonifiée pour celles et ceux qui enseignent en FP.

Huitième intervenante en présence :

- Idée principale : la tâche des professeurs a augmenté significativement et les problèmes de santé mentale qui affectent certains élèves n'y est pas étranger, dès qu'il y a deux à trois élèves plus « problématiques » la tâche d'enseigner devient plus difficile à accomplir.

Neuvième intervenante en présence :

- Idée principale : a travaillé tant dans un milieu aisé que défavorisé, le rôle de l'école est idéalisé, la société se déresponsabilise en croyant que le système d'éducation va régler l'ensemble de nos problèmes socioéconomiques, il faut retrouver l'équilibre entre ce qui appartient à la société et ce qui appartient à l'école

Quelles sont les deux ou trois propositions qui se détachent de cet échange ?

1. Repenser la mission de l'école publique d'aujourd'hui et de demain, revoir ses possibilités et ses limites.
2. Redonner l'autonomie professionnelle aux enseignantes et enseignants.